



DOSSIER DE PRESSE 2016

# Plan Lumière et Electricité Pour Tous





# SOMMAIRE

Lumière et Electricité pour tous, un droit universel .....	3
Les pays ayant moins de 80% d'accès à l'électricité en 2012 - Agence Internationale de l'Energie .....	10
Liste des Etats contributeurs au 31 mars 2015 - Green Climate Fund .....	11
Vote unanime des chefs d'Etat africains du projet d'électrification présenté par le President du NEPAD .....	12
Note des étapes du projet Energies pour l'Afrique .....	13
Carte des chefs d'Etat africains rencontrés personnellement par Jean-Louis Borloo.....	14
Déclaration solennelle de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) .....	15
Proposition de mise en place d'un instrument dédié à l'énergie - Sommet de l'Union africaine du 15 juin 2015 .....	17
Présentation du Parlement Panafricain .....	18
Recommandations pour l'approbation du projet « Energies pour l'Afrique » - Parlement Panafricain .....	19
"L'Appel de l'Afrique au Monde", discours du Président du Parlement Panafricain à l'Assemblée nationale .....	22
Résolution du Sénat : Soutien au plan d'électrification du continent africain "Plan Electricité - Objectif 2025" .....	27
Désignation du Président Alpha Condé comme "Coordinateur" du projet Energies-Climat .....	28
Appel de soutien des économistes et des acteurs du développement à l'initiative d'Energies pour l'Afrique .....	29
Les signataires de l'Appel de soutien des économistes et acteurs du développement .....	30
Note du Cercle des Economistes : "L'électrification africaine au secours de la croissance européenne" .....	31
L'Appel des professeurs de médecine "Pas de santé sans électricité" - Affichage JCDecaux .....	35
Extrait du sondage OpinionWay "Les Français et l'énergie en Afrique".....	36
Revue de presse .....	37
Electrification: le président du Parlement Panafricain en appelle au soutien des députés français - AFP .....	37
Pour une majorité de Français, développer l'électricité en Afrique limiterait les migrations vers l'Europe - 20 MINUTES	38
Jean-Louis Borloo plaide pour l'électrification de l'Afrique afin de doper la croissance - AFP par La Libre .....	40
Campagne pour l'électrification du continent africain - RFI.....	41
"L'Afrique dispose du plus grand potentiel d'énergies renouvelables" - AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE .....	42
Macky Sall : "Un fond d'électrification de l'Afrique doit sortir de cette COP21" - TV5 MONDE.....	44
Jean-Louis Borloo mobilise les stars pour l'Afrique - GALA .....	45
"L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique" - L'OBSERVATEUR (Maroc) .....	46
"Equiper les femmes d'un besoin vital comme l'électricité est primordial" - AMINA MAGAZINE .....	47
"J'ai la conviction que l'Afrique est le continent du XXIème" - AUDIENCE MAGAZINE .....	48
Les Institutions et Entreprises partenaires .....	53
Les personnalités qui soutiennent Energies pour l'Afrique .....	54

# INITIATIVE

## Lumière et Electricité pour tous, un droit universel

*L'accès pour tous à l'électricité est un Droit de l'Homme fondamental et universel car il permet l'accès aux autres droits fondamentaux que sont l'accès à l'eau, à l'eau potable, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité.*

*Il n'y a aucun développement possible dans le monde moderne sans énergie, ce sujet concerne massivement le continent africain notamment l'Afrique sub-saharienne mais également 15 autres pays membres du G77.*

*Les dirigeants africains portent donc une proposition qui concerne leur continent mais dont une partie des financements sera attribuée, au prorata de la population, aux autres pays en retard d'électrification.*

*L'heure est au choix :*

*L'électrification massive et immédiate du continent africain est un projet politique de Paix : Afrique-Europe.*

- *Facteur de croissance pour l'Afrique et premier relais de croissance pour l'Europe*
- *A défaut un risque de déstabilisation du continent africain et de l'Europe avec la plus grande vague d'immigration incontrôlable de l'histoire de l'Humanité.*

**Plaidoyer pour l'Afrique, qui vaut également pour les autres pays du monde en retard  
d'électrification**

**Un Accord maintenant**

**L'urgence d'agir**

Les Etats qui forment l'Afrique, comptent 1,2 milliards d'habitants. D'ici 30 ans, l'Afrique devra nourrir, former, loger, soigner, employer 1 milliard de nouveaux habitants. A cette date un quart des actifs de la planète seront africains.

Cette population est la plus jeune du monde, 50% des africains ont moins de 25 ans, une jeunesse née avec Internet, la télévision et les téléphones mobiles. Elle est l'avenir de l'Afrique, un atout pour le continent par son nombre et son niveau d'éducation qui a considérablement progressé, mais représente aussi un défi redoutable. De 1950 à 2050, la population d'Afrique sub-saharienne aura été multipliée par 10, passant de 180 millions à 2 milliards d'habitants. Dans l'histoire de l'Humanité aucune région du monde n'a jamais eu à connaître une croissance démographique d'une telle magnitude. C'est un défi immense pour ses dirigeants.

A ce jour, les deux tiers de la population du continent soit 650 millions d'africains n'ont pas accès à l'énergie et à la lumière alors que l'énergie est un accélérateur du développement et des grandes innovations qui font l'Afrique d'aujourd'hui.

Avec seulement 30% d'accès à l'énergie, le continent africain connaît pourtant de grandes réussites puisque la croissance moyenne, inégalement répartie, est de l'ordre de 5%.

**L'énergie est le facteur fondamental et préalable à toute croissance économique, sociale et à tout équilibre territorial.**

Les dirigeants des Etats africains luttent pour que l'électrification progresse dans chacun de leurs pays. Cependant, du fait de la forte croissance démographique et malgré tous les efforts, 10 millions d'africains de plus par an n'ont pas accès à l'énergie.

Les raisons de ces difficultés sont connues et amènent à la nécessité de disposer d'une structure régionale, aujourd'hui manquante, apte à mobiliser les ressources financières et à apporter son soutien aux financements d'infrastructures énergétiques en Afrique, dotée des moyens financiers appropriés.

**Ce chaînon manquant est un instrument spécialisé disposant d'un financement dédié garanti.**

## I - Un instrument spécialisé : une Agence africaine pour l'Energie, au service des projets et des Etats africains

Les projets et avant-projets, permettant de faire passer le continent à 80% d'accès à l'énergie en moins de 10 ans, existent. Ils sont connus et identifiés mais la plupart d'entre eux connaissent un problème de soutenabilité financière et de bancabilité.

L'ensemble des financements disponibles prêts à être investis dans le potentiel énergétique du continent est considérable car le besoin est clair et massif.

Afin de sécuriser ces financements, potentiellement disponibles qui représentent un montant situé entre 200 et 250 milliards de dollars, une part marginale de subvention publique internationale (les ressources publiques des Etats africains ne le permettant pas) de 50 milliards de dollars pour l'ensemble, soit 4 milliards par an durant 12 ans est nécessaire.

Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer, le financement des coûts de pré-développement, notamment des études de pré-faisabilité et de faisabilité qui constituent la partie la plus risquée des investissements, ainsi que la rénovation et la maintenance des équipements existants obsolètes.

La mobilisation des Etats africains, des organisations régionales, de la Direction énergie de l'Union Africaine, des Power pools, des banques de développement et notamment de la BAD, la BEI, la BERD, les institutions spécialisées KFW, AFD, de la Banque Mondiale et du FMI, du Fonds Européen de Développement, des différentes initiatives Power Africa, SE4ALL, des différents fonds publics internationaux et privés, est très importante mais reste éparse et les critères d'accès aux financements internationaux publics et privés demeurent multiples et complexes.

C'est pour répondre à l'ensemble de cette problématique que les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont adopté à l'unanimité, le 15 juin 2015, lors du Sommet de l'Union africaine, le rapport du Président du NEPAD proposant la création d'un instrument dédié à l'accélération de l'électrification du continent africain.

Il s'agit d'un outil de fédération des partenaires et bailleurs de fonds au service des Etats et des projets, d'un vecteur de mobilisation de l'ensemble des capacités de financement privé, public, classique ou concessionnel, qui prendra la forme d'une Agence intergouvernementale africaine à objet unique, d'aide à l'électrification de l'Afrique dans un cadre lisible et évaluable.

Cette institution spécialisée, dirigée par les Etats africains et dotée d'une ingénierie publique de haut niveau, sera amenée à :

- **Gérer** le fonds de dotation de 5 milliards de dollars par an, permettant de mobiliser toute la palette des financements et en proposera le mixage.
- **Coordonner et faciliter** l'accès à l'ensemble des financements internationaux, publics et privés et abonder en subventions les projets.
- **Mettre à la disposition** des Etats qui le souhaitent, l'ingénierie administrative et publique et assurer la coordination de l'ensemble des partenariats pour permettre à ces pays d'atteindre leurs objectifs.
- **Intervenir** sur tout le continent africain sans exception, même si elle priorisera les projets des 34 pays les moins avancés.

L'Agence ciblera son action et ses financements, prioritairement sur les projets d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, de distribution, de transport d'électricité et de remise en état des installations existantes obsolètes afin de permettre une électrification massive, faisant passer le continent sub-saharien de 25 à 80% en dix ans.

La priorité sera donnée aux énergies renouvelables et à leur formidable potentiel : l'hydraulique, le solaire photovoltaïque ou thermodynamique, les éoliennes, la géothermie, la biomasse. Les énergies fossiles, ne seront soutenues que si elles sont nécessaires, à l'équilibre et à l'optimisation du système électrique, à la sécurité d'approvisionnement, aux secours, à la stabilité du réseau, et marginalement, quand la situation particulière d'un pays l'impose. En tout état de cause, les décisions seront prises par le conseil d'administration représentant l'ensemble des pays africains membres de l'Agence.

Cette Agence intergouvernementale africaine est l'affirmation unanime des dirigeants africains que l'électrification est une priorité absolue, un symbole de leur volonté politique inébranlable, adressant un signal mobilisateur indispensable aux investisseurs, partenaires du développement, ainsi qu'un signal clair à leurs peuples pour lesquels l'accès à ce bien de première nécessité est un droit fondamental.

## II- Une réponse aux défis énergétique, climatique, de croissance et de lutte contre une immigration massive et inévitable

### **Un enjeu de justice-climat**

- L'Afrique n'émet quasiment pas de CO2 contrairement aux pays développés et constitue même un puits de carbone qui sert à l'ensemble de l'humanité, notamment par ses forêts.
- La gravité de l'impact du dérèglement climatique, provoqué de fait par les économies des pays développés, est considérable : vulnérabilité de l'agriculture, sécheresses, difficultés de l'accès à l'eau, pluies de plus en plus irrégulières, inondations, perturbations des écosystèmes et déforestation.
- L'absence d'énergie contribue partiellement à la déforestation par l'utilisation du bois de chauffe.

### **Un enjeu de croissance et de stabilité**

- Le formidable potentiel énergétique notamment en énergies renouvelables du continent africain, permettra l'installation du premier continent soutenable de l'Humanité.
- L'installation massive d'énergies renouvelables permet de réduire les coûts de cette technologie.
- La course contre la montre est enclenchée pour que les ressources énergétiques du continent et sa puissance démographique deviennent une force et non plus un frein à sa croissance.

- L'avenir de l'Afrique, de l'Europe, du bassin méditerranéen et de la péninsule arabique sont étroitement liés.
- C'est un enjeu de lutte contre la pauvreté et la précarité.
- La croissance européenne dépend en partie de la croissance africaine. Un plan massif d'électrification du continent africain provoquera une véritable croissance africaine, endogène et créatrice d'emploi. Celle-ci sera le principal relais de croissance de l'Union africaine en profitant du double dividende démographique, en nombre et en pouvoir d'achat.
- Un enjeu de stabilité, de paix et de réduction d'une immigration massive et incontrôlable.
- La démographie du continent africain pèsera sinon de manière dramatique comme objet de déstabilisation massif et conflictuel. Un exode rural s'intensifiera vers les sous régions africaines disposant d'un niveau d'électrification correct ainsi que vers l'Europe et le bassin méditerranéen, composé des réfugiés climatiques, environnementaux, déplacés par la soif, la faim, la pauvreté et l'attrait de la lumière. Les Etats-Unis et la Chine sont également préoccupés par cette situation.
- La combinaison de tous ces facteurs accentués par un accès à l'information totale (800 millions de portables) provoquera naturellement des migrations massives d'une ampleur inconnue dans l'histoire de l'Humanité avec sa cohorte de drames et de chaos. Ce mouvement irréversible a déjà commencé, dans un premiers temps de manière infra-africaine vers des grandes métropoles qui ne peuvent dans des conditions correctes assumer un tel afflux, risquant de véritables chaos urbains et bien entendus vers les zones apparaissant comme des eldorados.

Les pays méditerranéens et les pays du Golfe sont tout aussi conscients des opportunités d'investissement en Afrique et à l'inverse des risques de déstabilisation du continent. Les Etats Unis et la Chine ne sont pas non plus indifférents au sort de l'Afrique.

Toutes les conditions sont réunies pour passer à l'action dès 2016 grâce à un mécanisme simple, efficace, robuste, concret, immédiatement opérationnel et évaluable.

## Pour l'Europe : L'heure de la décision Un plan de Paix « Lumière, énergie, croissance Europe-Afrique »

### **Face à ce défi, la course contre la montre est lancée.**

Un nombre considérable d'avancées ont été constatées depuis un an :

- L'Europe souhaitant une position commune de tous les Etats africains. Faisant de l'électrification, la priorité absolue et l'accord pour la création d'un instrument unique, dédié exclusivement à l'électrification du continent en soutien de tous les projets et initiatives,

- Les 54 chefs d'Etat et de gouvernement africains ont pris leurs responsabilités, en décidant à l'unanimité le 15 juin 2015 à Johannesburg sur proposition du Président Macky SALL, Président du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique), la création d'un instrument dédié doté d'une équipe légère mais de très haut niveau, plateforme de de soutien de toutes les initiatives et tous les projets, de tous les financeurs et acteurs pour tous les pays d'Afrique et doté de 5 milliards de dollars de subventions par an, pendant 10 ans, de solidarité internationale ; réaffirmant une fois encore la priorité absolue à l'électrification du continent,
- Le 7 octobre 2015, le Parlement panafricain a voté unanimement une recommandation soutenant cette initiative,
- Le 2 décembre 2015, tous les Présidents présents au Sommet Chine-Afrique de Johannesburg, ses sont exprimés dans le même sens,
- L'engagement du gouvernement français de soutenir ce plan (pour la seule partie française, 2 milliards d'euros de subventions publiques l'énergie en Afrique, annoncé le 1er décembre 2015 par le Président François HOLLANDE),
- Des engagements significatifs des Allemands, des Anglais, des Norvégiens et des Canadiens ;
- La déclaration de soutien de parlementaires européens,
- Le soutien de l'Assemblée nationale et du Sénat français,
- La lettre commune des chefs d'Etat africains adressé au Président la COP21, le 1er décembre 2015,
- L'inscription de « l'électricité pour tous » comme besoin universel et la nécessité de promouvoir l'énergie durable en particulier en Afrique (texte final de la COP21).
- La désignation par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, le 30 janvier 2015 du Président Alpha CONDE pour coordonner et être le porte-parole du plan d'électrification de l'Afrique
- La mobilisation des principaux leaders du Parlement européen
- La position de la plénière des ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) au Parlement européen
- Le vote du Congrès américain le 2 février sanctuarisant « Power Africa » et en faisant un a grande cause nationale sous l'autorité du Président Barack OBAMA
- Les réunions de travail avec les commissaires européens, Neven MIMICA et Miguel Arias CANETE et Pierre MOSCOVICI pour construire ce projet de financement dans le cadre des fonds européens d'aides au développement
- La République populaire de Chine a fait part de ses engagements et contributions le 3 décembre 2015 à Johannesburg lors du Sommet Chine-Afrique.

L'urgence commande l'action, le diagnostic et les solutions sont partagés par tous, les problèmes de gouvernance de méthodologie et de cadrage financier sont résolus pour l'essentiel.

**La dernière étape est l'engagement politique de l'Union européenne : le Président de la commission et le collège des Commissaires.**

**C'est un accord politique des Etats de l'Union européenne.**

**C'est un accord politique que doivent porter les chefs d'Etat européens au premier rang desquels la France.**

**Cet accord sera historique.** L'Europe de la paix a débuté par la CECA, alors que se développait le processus des indépendances en Afrique.

Il s'agirait d'**un deuxième plan de paix pour l'Europe et un deuxième processus d'indépendance pour l'Afrique.** En décidant le principe de la création d'un outil dédié, spécialisé pour l'accélération de l'accès à l'énergie en Afrique, les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris leurs responsabilités.

Il reste aux pays développés, principaux émetteurs de CO2, à donner leur accord pour un financement clair, simple et efficace, garanti et annuel, prévisible, additionnel et non conditionnel, dont le montant de dotation est raisonnable eu égard à tous les enjeux.

Ce projet s'inscrit dans la logique du rapport Kofi Annan, des nouveaux engagements du millénaire, de la déclaration du G20 et du rapport Yumkella.

Il a été validé à ce jour, par l'Union Africaine sur rapport du Président du NEPAD lors de l'Assemblée générale du 15 juin par le Parlement Panafricain, par la CEDEAO par les chefs d'Etats de la CEEAC et par les principaux Etats de la SADC et de la COMESA. Il correspond à la proposition des négociateurs africains pour la COP21 et à la lettre des chefs d'Etat africains du 1<sup>er</sup> décembre 2015 au Président François Hollande.

**Une réponse à tous les enjeux : pauvreté climat, sécurité alimentaire, immigration stabilisation et paix.**

# Les pays ayant moins de 80% d'accès à l'électricité en 2012

Source : Agence Internationale de l'Energie

<b>Afrique</b> (SOURCE: IEA, World Energy Outlook 2014)	<b>Taux National d'électrification (2012)</b> %
Angola	30%
Benin	28%
Botswana	66%
Burkina Faso	16%
Burundi	10%
Cameroun	54%
Republique Centrafricaine	3%
Tchad	4%
Comores	45%
Congo	35%
Côte d'Ivoire	26%
Republique Democratique du Congo	9%
Djibouti	50%
Guinée Equatoriale	66%
Erythrée	32%
Ethiopie	23%
Gabon	60%
Gambie	35%
Ghana	72%
Guinée	12%
Guinee-Bissau	20%
Kenya	20%

Lesotho	28%
Liberia	2%
Madagascar	15%
Malawi	9%
Mali	27%
Mauritanie	21%
Mozambique	39%
Namibie	30%
Niger	14%
Nigeria	45%
Rwanda	17%
Sao Tomé-et-Principe	59%
Sénégal	55%
Sierra Leone	5%
Somalie	15%
Soudan du Sud	1%
Soudan	35%
Swaziland	27%
Tanzanie	24%
Togo	27%
Ouganda	15%
Zambie	26%
Zimbabwe	40%

<b>Pays en développement d'Asie</b> (SOURCE: IEA, World Energy Outlook 2014)	<b>Taux National d'électrification (2012)</b> %
Cambodge	34%
Indonesie	76%
Laos	78%
Myanmar	32%
Philippines	70%
Bangladesh	60%
Corée du Nord	26%
Nepal	76%
Pakistan	69%
Autres Pays en Asie (Afganistan, Bhoutan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, etc.)	32%

<b>Amérique Latine</b> (SOURCE: IEA, World Energy Outlook 2014)	<b>Taux National d'électrification (2012)</b> %
Haiti	28%
Nicaragua	74%

<b>Moyen-Orient</b> (SOURCE: IEA, World Energy Outlook 2014)	<b>Taux National d'électrification (2012)</b> %
Yemen	42%

# Liste des Etats contributeurs au 31 mars 2015

Source : GREEN CLIMATE FUND "Green Climate Fund Trust Fund Financial Report as of 31 March 2015"



GCF/BM-2015/Inf.09  
Page 5

Green Climate Fund  
Trust Fund

## 2. Contributions – as of March 31, 2015

In USD

Contributor	Currency	Effective (or signed) Contribution in Currency of Contribution	Receipts in Currency of Contribution	Receipts in USD eq. a/
Australia	AUD	500,000	500,000	512,950
Belgium	EUR	40,000,000	40,000,000	47,624,000
Brussels Capital Region	EUR	600,000	600,000	713,520
Chile	USD	300,000	300,000	300,000
Czech Republic	CZK	10,000,000	10,000,000	450,450
	USD	300,000	300,000	300,000
Denmark	DKK	407,080,000	107,080,000	17,645,468
Finland	EUR	500,000	500,000	648,450
France	EUR	1,250,000	1,250,000	1,601,275
Germany	EUR	17,785,000	17,785,000	24,329,921
Iceland	USD	150,000	150,000	150,000
Indonesia	USD	250,000	244,420	244,420
Italy	EUR	500,000	500,000	621,350
Japan	USD	1,500,000	1,500,000	1,500,000
Korea, Republic of	KRW	3,480,000,000	3,480,000,000	11,000,000
	USD	11,000,000	11,000,000	3,157,722
Latvia	EUR	350,000	350,000	416,710
Liechtenstein	CHF	50,000	-	-
Luxembourg	EUR	5,000,000	5,000,000	5,370,000 b/
Netherlands	EUR	500,000	500,000	680,250
	USD	285,714	285,714	285,689
Norway	NOK	9,100,000	9,100,000	1,473,392
Panama	USD	500,000	500,000	500,000
Poland	PLN	350,000	350,000	103,005
Sweden	SEK	20,000,000	20,000,000	2,915,150
Switzerland	CHF	500,000	500,000	561,766
United Kingdom	GBP	3,000,000	3,000,000	4,901,208
<b>Total</b>				<b>128,006,695</b>

a/ Represents actual USD receipts.

b/ Includes receipts pending FX conversion to USD and reported based on March 31, 2015 exchange rates

# Vote unanime des chefs d'Etat africains au projet d'électrification présenté par le Président du NEPAD<sup>1</sup> Macky Sall Le 13 juin 2015

## **UA : Macky Sall fait entériner deux propositions sur un fonds pour l'énergie et la candidature du Sénégal à l'Unesco**

(Dakar) Les chefs d'Etat et chefs de gouvernements africains ont entériné lundi 15 juin à Sandton en Afrique du Sud deux importantes décisions dont première est relative à la création d'un fonds de 5 milliards de dollars pour capter et sécuriser les investissements dans le domaine de l'énergie sur le continent et la seconde à l'endossement par l'Union africaine de la candidature du Sénégal au poste de membre du Conseil exécutif de l'Unesco pour la période 2015- 2019.

Ces décisions ont été prises à l'occasion de la présentation par le Président Macky Sall de deux rapports à la conférence des chefs d'états et de gouvernements de l'Union africain, dans le cadre du 25ème sommet de ladite union. Concernant le premier rapport, il propose la mise en place d'un instrument de gestion énergétique doté d'un budget de 5 milliards de dollars pour permettre aux pays africains de faire face à la question cruciale de l'énergie en Afrique.

C'est en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et président du Comité africain de haut niveau sur le commerce (HATC), que le chef d'Etat sénégalais présenté le rapport du comité qui s'est réuni en sa 5ème session le 13 juin 2015 à Johannesburg et un autre rapport portant sur le Nepad en sa qualité de Président du Comité d'Orientation du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique.

Le premier document recommande des objectifs et principes directeurs des négociations pour la mise en œuvre de la zone de libre échange continentale soient approuvée par la conférence; la feuille de route à titre indicatif pour la création de la zone de libre-échange continentale (ZLEC) et enfin les termes de référence pour le forum de négociation de la zone de libre échange continentale, les dispositions institutionnelles ainsi que les projets de décisions et de déclarations relatives au lancement des négociations.

Quant au second rapport, il recommande : le renforcement des communautés économiques régionales pour leur permettre de s'acquitter de leur mandat d'intégration régionale grâce à une approche cohérente en vue d'obtenir des objectifs de renforcement des capacités; l'autonomisation économique des femmes à travers un programme genre qui constitue un mécanisme institutionnel permettant d'aborder les questions de genre et propose des stratégies idoines visant à inscrire les préoccupations des femmes dans les programmes et processus prioritaires de l'agence pour la mise en œuvre du Nepad.

Ces deux rapports ont été adoptés à l'unanimité par les Chefs d'états et de gouvernements présents. Macky Sall a aussi rendu compte du plaidoyer qu'il a fait lors du sommet du G7. Le Chef de l'état a quitté Sandton ce soir pour arriver à Dakar demain dans la matinée.

**Habib NGOM - Source : [www.sen360.com](http://www.sen360.com)**

---

<sup>1</sup> **New Partnership for Africa's Development** (*Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*)

# Note des étapes du projet

## Energies pour l'Afrique

Les institutions rencontrées ci-dessous s'accordent à l'unanimité sur la mise en place d'un instrument dédié au financement de l'électrification de l'Afrique, sous gouvernance africaine et doté de 5 milliards de dollars de subvention par an :

- **L'Union Africaine a approuvé à l'unanimité le 15 Juin 2015, à Johannesburg, le rapport du Président du NEPAD<sup>2</sup>, Macky SALL rappelant la priorité absolue à l'énergie, la création d'un instrument dédié doté de 5 milliards de dollars de subventions par an, pendant 10ans, grâce à la solidarité internationale**
- **Une délibération unanime du Parlement Panafricain** en date du 07 octobre 2015, intitulée « Recommandations pour l'approbation du projet Energies pour l'Afrique et création d'une structure de financement dédiée à l'énergie ».
- **Une délibération de la CEDEAO<sup>3</sup> à Dakar et un accord de principe de la CEEAC<sup>4</sup> lors du sommet de N'Djamena.**
- **Les entretiens avec la COMESA<sup>5</sup> et la SADC<sup>6</sup>.**

Des réunions de travail et des mobilisations d'acteurs politiques et économiques en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis, ont permis d'obtenir de nombreuses avancées (en complément des étapes ci-dessus) :

- **La lettre commune des chefs d'Etat africains** adressé au Président de la COP21, le 1<sup>er</sup> décembre 2015.
- **L'engagement du gouvernement français** de soutenir le plan Electricité et Lumière pour tous.
- **La déclaration de soutien de parlementaires européens.**
- **Le soutien de l'Assemblée nationale et du Sénat français.**
- **L'inscription de « l'électricité pour tous » comme besoin universel et la nécessité de promouvoir l'énergie durable en particulier en Afrique (texte final de la COP21).**
- **La désignation du Président Alpha Condé (Président de la République de Guinée) au Sommet de l'Union africaine, comme parole coordinateur**

D'autre part :

- le Président de l'Union Africaine, le Président Mugabe a fait part de son intérêt (Réunion à Harare le 13 avril 2015).
- **Le G77** présidé par l'Afrique du Sud est sur la même ligne.

---

<sup>2</sup> New Partnership for Africa's Development (*Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*)

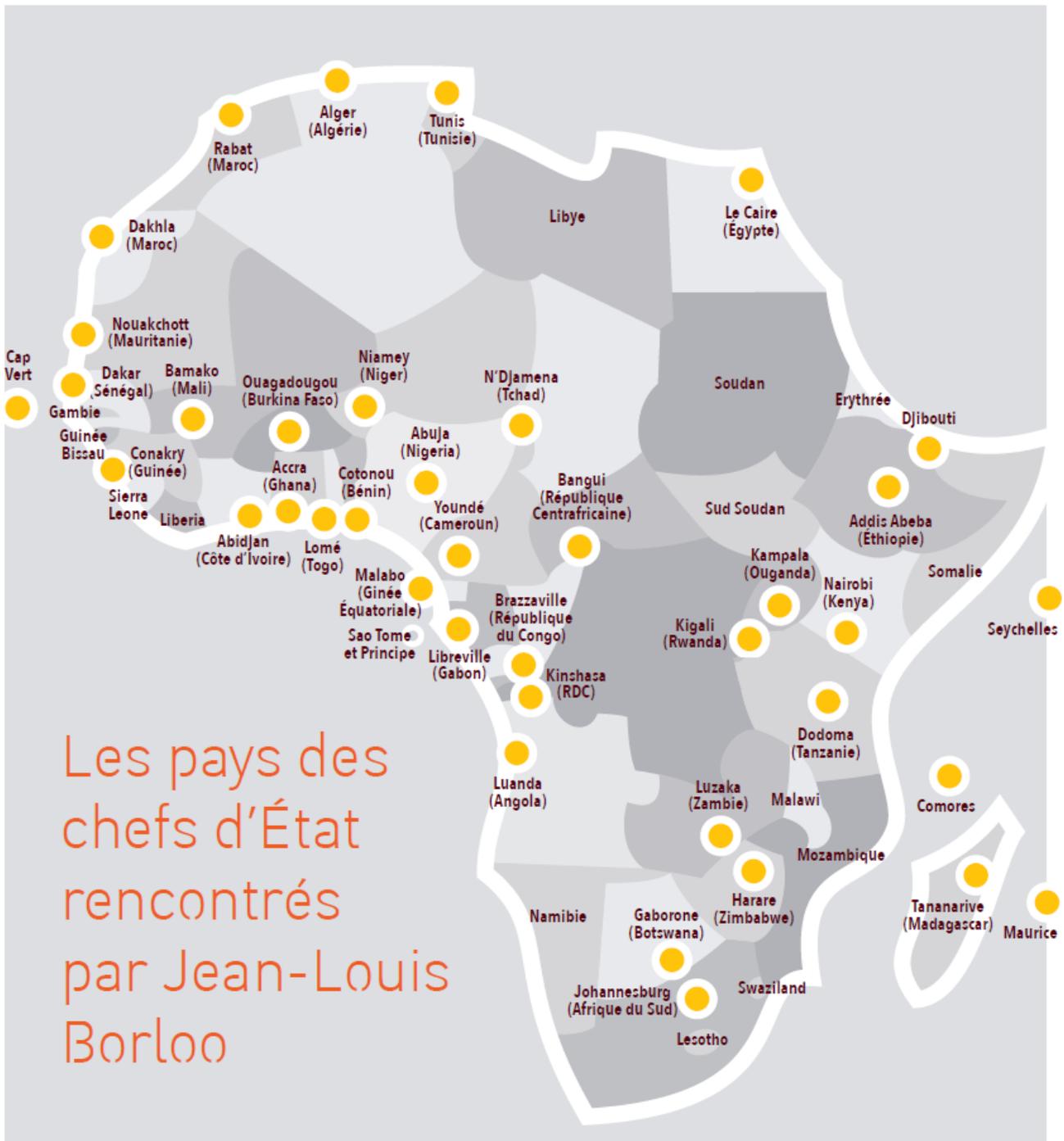
<sup>3</sup> Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

<sup>4</sup> Communauté économique des États de l'Afrique centrale

<sup>5</sup> Common Market for Eastern and Southern Africa (*Marché commun de l'Afrique orientale et australe*)

<sup>6</sup> Southern African Development Community (*Communauté de développement d'Afrique australe*)

# Carte des Chefs d'Etat africains, rencontrés personnellement par Jean-Louis Borloo



# Déclaration solennelle de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

## APPROBATION DU PROJET ÉNERGIES POUR L'AFRIQUE ET CRÉATION D'UNE STRUCTURE DE FINANCEMENT DÉDIÉE À L'ÉNERGIE

Nous, chefs d'État et de gouvernement des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

**Considérant** le taux d'électrification particulièrement bas du continent qui constitue un frein au développement économique et social des pays membres de l'Union Africaine ;

**Considérant que** l'électrification du continent africain est un des vecteurs indispensables au développement des pays membres ;

**Considérant** le potentiel énergétique de l'Afrique comparé aux besoins croissants des économies du continent en matière énergétique et au déficit chronique d'infrastructures électriques en Afrique ;

**Préoccupés** par l'impact d'une telle pénurie sur les peuples et sur les économies du continent, aggravée par les conséquences du dérèglement climatique ;

**Notant** que l'absence d'une énergie pérenne contribue partiellement à la déforestation par l'utilisation du bois de chauffe, alors que la forêt africaine contribue à la séquestration et au stockage du carbone ;

**Considérant** que l'accès à l'électricité est une nécessité vitale pour les populations africaines et un gage de paix sociale et de stabilité ;

**Notant** l'intérêt des partenaires multilatéraux et bilatéraux ainsi que des partenaires privés aux enjeux de l'électrification en Afrique ;

**Approuvant** les conclusions et propositions du projet « Energies pour l'Afrique » en vue de répondre de façon globale, coordonnée avec les financements appropriés aux besoins énergétiques du continent, (jointes en annexe) ;

**Conformément** au rapport du Président du NEPAD, voté à l'unanimité des chefs d'Etat et de gouvernement, lors du sommet de l'Union africaine, le 15 juin 2015, appelant à la création d'un instrument dédié aux financements de l'énergie en Afrique, doté des subventions internationales adéquates ;

**SOMMES CONVENUS DE :**

1. **Promouvoir** la création d'une structure régionale autonome établie en Afrique, dotée de la personnalité morale, des immunités et privilèges accordés aux organisations internationales, avec pour mission de mobiliser les ressources complémentaires indispensables, sous forme de donations subventions, notamment au titre du financement de l'atténuation et de l'adaptation et d'assurer un rôle de facilitateur et de proposition de mixage des financements aussi bien concessionnels que non-concessionnels.
2. **Veiller** à ce qu'une telle structure soit dotée d'une gouvernance adaptée et d'organes lui assurant un fonctionnement et une efficacité optimaux.
3. **Donner mandat** à la Banque africaine de développement de proposer aux chefs d'Etats et de gouvernement avant fin 2015 les modalités de création de la structure envisagée en concertation avec les Présidents des Commissions régionales et la Fondation « Energies pour l'Afrique ». Elle tiendra informée la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, le Parlement Panafricain, la Commission de l'Union Africaine ainsi que les partenaires du développement de l'évolution et des progrès enregistrés.
4. **Obtenir** des pays développés, principaux émetteurs de CO2 le financement adéquat conformément aux montants et modalités visés au projet « Energies pour l'Afrique »
5. **Soutenir** le Président de l'Union Africaine en concertation avec le Président du CAHOSCC afin de solliciter et d'obtenir d'ici la COP21 le montant de donations subventions prévues au plan.
6. **Donner** instruction aux négociateurs africains préparant la COP21 de défendre ce projet.
7. **D'adresser** la présente déclaration aux partenaires du projet.

# Proposition de mise en place d'un instrument dédié à l'énergie - Sommet de l'Union africaine du 15 juin 2015

*Présenté par Macky SALL, Président du Comité d'orientation du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)*

Le Chef de l'État a aussi rendu compte du plaidoyer qu'il a fait lors du sommet du G7 et s'est beaucoup appesanti sur la question de l'énergie. Le rapport propose la mise en place d'un instrument de gestion énergétique doté d'un budget de 5 milliards de dollars pour permettre aux pays africains de faire face à la question cruciale de l'énergie en Afrique. Ces deux rapports ont été adoptés à l'unanimité par les Chefs d'États et de gouvernements présents.

Un fond de 5 milliards pour capter et sécuriser les investissements dans le domaine de l'énergie en Afrique.

# Présentation du Parlement Panafricain

Le Parlement panafricain est un des principaux organes de l'Union Africaine.

En effet, l'Union Africaine se compose de 11 institutions et organes, notamment **le Parlement panafricain (PAP), la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, la Commission, le Conseil exécutif et la Cour de justice.**

Le Parlement se compose de 270 représentants élus au sein des 54 Parlements nationaux du continent. L'instance représente l'ensemble des peuples d'Afrique et **1,1 milliard d'habitants.**

Sa devise est « **UNE AFRIQUE, UNE VOIX** ».

Il siège à Johannesburg.

Le Bureau du Parlement est composé du président et de quatre vice-présidents.

**Son président est Roger Nkodo Dang du Cameroun.**

Le Parlement panafricain a dix comités permanents et un comité ad hoc. Les fonctions des comités correspondent à ceux de l'Union « Comités techniques » spécialisés africains.

**Le Parlement panafricain a adopté le 7 octobre 2015 à l'unanimité, la recommandation ci-après.**

# Recommandations pour l'approbation du projet « Energies pour l'Afrique » - Parlement Panafricain Le 7 octobre 2015

البرلمان الأفريقي



PARLAMENTO PAN-AFRICANO

---

Ballagher Convention Centre, Private Bag X16, Midrand 1685, Johannesburg, Republic of South Africa  
Tel: (+27) 11 545 5000 - Fax: (+27) 11 545 5136 – Web site: [www.pan-african-parliament.org](http://www.pan-african-parliament.org)

---

## RECOMMANDATIONS POUR L'APPROBATION DU « PROJET ÉNERGIES POUR L'AFRIQUE » ET CRÉATION D'UNE STRUCTURE DE FINANCEMENT DÉDIÉE À L'ÉNERGIE

**Conformément** à l'article 3 alinéas 1, 6 et 7 du Protocole au traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement Panafricain qui dispose que le Parlement Panafricain :

- facilite la mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'Union africaine;
- contribue à un avenir plus prospère pour les peuples africains en favorisant l'autosuffisance collective et le redressement économique ;
- facilite la coopération et le développement en Afrique ;

**Conformément** à l'article 5 (b) du Règlement Intérieur du Parlement Panafricain qui prévoit que le PAP peut initier les débats relatifs aux objectifs, politiques, buts, programmes et activités des Communautés économiques régionales, sur toutes questions relatives au fonctionnement adéquat des organes de l'Union africaine ;

**Rappelant** l'article 5 (c) du Règlement Intérieur du Parlement Panafricain qui prévoit que le PAP examine, débat ou prononce des avis et des conseils de son propre chef ou à la demande de tout organe de l'Union africaine, d'une Communauté économique régionale ou d'un organe législatif d'un État membre;

**Ayant suivi avec attention** la présentation de Monsieur Jean-Louis Borloo, Président de la fondation « Energies pour l'Afrique »;

**Considérant** le taux d'électrification particulièrement bas du continent qui constitue un frein au développement économique et social des pays membres de l'Union africaine ;

**Considérant que** l'électrification du continent africain est un des vecteurs indispensables au développement des pays membres ;

**Considérant** le potentiel énergétique de l'Afrique comparé aux besoins croissants des économies du continent en matière énergétique et au déficit chronique d'infrastructures électriques en Afrique

**Préoccupé** par l'impact d'une telle pénurie sur les populations et sur les économies africaines, aggravée par les conséquences du dérèglement climatique ;

**Constatant** que l'Afrique est gravement victime du dérèglement climatique alors qu'elle émet très peu de CO<sub>2</sub> ;

**Notant** que l'absence d'une énergie pérenne contribue grandement à la déforestation par l'utilisation du bois de chauffe et des braises, alors que la forêt africaine contribue à la séquestration et au stockage du carbone ;

**Considérant** que l'accès à l'électricité est une nécessité vitale pour les populations africaines, un gage de paix sociale et de stabilité, et une contribution notable au développement économique et social ;

**Constatant** que les subventions internationales prévues depuis Copenhague n'ont pas été mises en place et craignant qu'il en soit de même lors de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21) qui aura lieu à Paris du 30 Novembre au 11 Décembre 2015 ;

**Approuvant** les conclusions et propositions du projet « Energies pour l'Afrique » en vue de répondre de façon globale et coordonnée aux besoins énergétiques du continent, avec les financements appropriés ;

**Conformément** au rapport du Président du NEPAD, adopté à l'unanimité par les chefs d'Etat et de gouvernement, lors du sommet de l'Union africaine, le 15 juin 2015, appelant à la création d'un instrument dédié aux financements de l'énergie en Afrique, doté des subventions internationales adéquates ;

**Conscient** de la nécessité de faire adopter un accord concret, urgent, immédiatement opérationnel à la COP21 en décembre 2015, pouvant permettre à l'agence africaine de l'électrification du continent de disposer dès 2016 des subventions indispensables au titre de l'atténuation et de l'adaptation.

**Attendu** que l'article 5 (d) du Règlement Intérieur du Parlement Panafricain prévoit que le PAP peut faire des recommandations et formuler des résolutions sur toutes les questions relatives à l'Union africaine et à ses organes, aux Communautés économiques régionales et à leurs organes respectifs, aux États membres et à leurs organes et institutions ;

#### **RECOMMANDE QUE :**

1. L'Union africaine crée, dès 2016, une agence panafricaine pour le financement annuel des projets retenus pour l'électrification, structure régionale autonome établie en Afrique, dotée de la personnalité morale, avec pour mission de mobiliser les ressources complémentaires indispensables, sous forme de 

donations subventions, notamment au titre du financement de l'atténuation et de l'adaptation de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques;

2. Les pays développés, principaux émetteurs de CO2, octroient des subventions indispensables de 5 milliards de dollars par an, suivant les modalités de répartition et de bonus-malus visées au projet « Energies pour l'Afrique » ;
3. La communauté internationale soutienne toute démarche africaine visant à solliciter et à obtenir d'ici la COP21 le montant des donations-subventions prévues au projet ;
4. Le Président du Parlement Panafricain effectue un plaidoyer auprès de toutes les autorités nationales et internationales, y compris les gouvernements des principaux pays émetteurs de CO2 parties à l'Annexe 1 de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, particulièrement le Président de la République française, le Président de la COP21 et le Secrétaire Général de l'ONU, en vue d'obtenir un accord concret, immédiatement opérationnel, pouvant permettre à l'agence africaine de l'électrification du continent de disposer dès 2016 des subventions indispensables au titre de l'atténuation et de l'adaptation.

Fait à Midrand, le 07 Octobre 2015

Le Président du Parlement Panafricain

Honorable Roger Mbozi Gang

President

# « L'Appel de l'Afrique au Monde »

## Discours du Président du Parlement Panafricain, Roger Nkodo Dang, à l'Assemblée nationale Le 3 novembre 2015

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

**C'est un très grand honneur** que ressent la délégation du Parlement Panafricain, son bureau élargi, d'être devant vous, députés de la République française.

**C'est avec une très forte émotion** qu'en tant que Président du Parlement Panafricain, je m'exprime aujourd'hui devant l'Assemblée Nationale française.

Permettez-moi par conséquent de remercier Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ainsi que la conférence des Présidents de nous avoir offert la possibilité de nous exprimer ici, dans ces locaux chargés d'Histoire, pour essayer d'écrire ensemble, élus de France et élus d'Afrique, une page de l'Histoire de nos peuples.

Le Parlement Panafricain est un organe législatif de l'Union africaine. Il est composé des **54 états membres de celle-ci**. Chaque Etat y est représenté par 5 membres - dont au moins 2 femmes - et conformément à la configuration politique de son Parlement.

**Il représente le milliard d'habitants que compte l'Afrique** car les parlementaires panafricains sont d'abord des élus des différents parlements nationaux.

**Le Parlement Panafricain et donc le Parlement des Peuples africains. C'est pourquoi sa devise est « Une Afrique, une voix ».**

L'article 17 de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, adopté le 11 juillet 2000 à Lomé au Togo, dispose qu'il a été créé : **«en vue d'assurer la pleine participation des peuples africains au développement... du continent »**. **C'est donc tout le sens de mon expression devant vous cet après-midi afin de vous délivrer un message unanime des africains à la France , à l'Europe et au monde.**

**Les éléments de cet appel solennel ont fait l'objet d'une recommandation votée le 07 octobre 2015 à Johannesburg à l'unanimité des parlementaires Panafricains, toutes origines, sensibilités politiques, religieuses et ethniques confondues**

### **Pourquoi un tel message à l'Assemblée Nationale ?**

- Parce que **vous êtes des parlementaires et que nous sommes des parlementaires,**
- Parce que **vous êtes des représentants du peuple et que nous sommes des représentants du peuple.**
- Parce que **nous avons donc tous en commun d'avoir été mandatés par nos peuples respectifs pour garantir la préservation de leurs intérêts.**

### **Pourquoi porter cet appel à l'Assemblée Nationale de la République française ?**

Pour nos liens d'amitié et de fraternité, de culture et d'histoire,

Parce que **des Africains ont versé leur sang et sont tombés au champ d'honneur pour sauver la patrie Française,**

Parce que **récemment des Français sont morts pour l'Afrique face aux terroristes et que d'autres risquent, aujourd'hui encore, leurs vies sur notre continent,**

Parce que parmi les leçons que l'on peut tirer de l'Histoire, il y a celle qui nous enseigne que **les problèmes de la France sont ceux de l'Afrique, et que les problèmes de l'Afrique sont ceux de la France.**

Parce qu'**au-delà de notre Histoire commune, notre géographie nous rapproche,**

Parce que **la France est un grand pays d'Europe,**

Parce que **la voix de la France, de sa diplomatie, compte et pèse plus que sa taille,**

Parce que **la France possède cette grande et magnifique tradition des droits de l'homme et de valeurs universelles,**

Mais surtout parce que **l'Afrique est à un moment crucial et déterminant de son histoire, qu'une partie de son avenir se joue maintenant, dans quelques jours, dans quelques semaines.**

Les 11 et 12 novembre prochains, aura lieu le Sommet de la Valette à Malte, qui va réunir, à l'initiative de la France, **l'Europe et l'Afrique, afin de tenter de résoudre, à la racine, les enjeux gigantesques des grandes migrations dont nous ne sommes qu'à l'aube.**

Mais aussi, bien évidemment, parce que **la Conférence des Parties de l'ONU dite COP 21, se réunira ici à Paris, à la fin de ce mois, et qu'elle sera présidée par la France, lui conférant, dès lors, un rôle tout particulier et déterminant de leadership.**

**Il est donc crucial pour les peuples africains que représente le Parlement Panafricain, de lancer aujourd'hui par ma voix, cet appel solennel :**

**L'Afrique connaît un bouillonnement extraordinaire d'initiatives, de talents, de jeunesse et en même temps l'Afrique s'inquiète et, à certains égards, est en danger.**

**La jeunesse d'Afrique oscille entre espoir et révolte.**

**75 % des africains, soit 650 millions d'africaines et d'africains, n'ont pas accès à ce droit fondamental qu'est la lumière, l'électricité.**

**Le droit à la lumière et à l'électricité pour tous est le nouveau droit de l'Homme, un droit universel, car c'est un droit qui est consubstantiel à l'exercice de tous les autres droits fondamentaux, notamment : le droit à l'eau, le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à l'autosuffisance alimentaire, le droit à l'emploi, le droit à la sécurité, le droit de vivre en paix.**

**Ce qui est vrai de l'Afrique l'est également de quelques autres pays du monde** et c'est pour cela que **cet appel de l'Afrique est un appel au droit à lumière et à l'énergie pour tous dans le monde.**

**Nos enfants désespérés quittent des lieux sans lumière, sans énergie, sans activité, et donc sans avenir pour marcher vers l'énergie et la lumière, vers l'espoir,** vers les grands ports des capitales en Afrique mais aussi hors d'Afrique.

Avec 800 millions de portables ce phénomène ne peut que s'accélérer et s'amplifier.

**Oui, l'Afrique à 100% électrifiée connaîtra une croissance à 2 chiffres,** une croissance soutenue et endogène pendant 20 ans !

**Oui, cette croissance est le relais évident de votre croissance,** de la croissance européenne ! Car un continent qui commence à s'équiper, qui voit se développer des classes moyennes et qui, de plus, connaît un passage de 1 à 2 milliards d'habitants en 30 ans, c'est un dividende démographique qui permettra **une croissance de proximité notamment européenne, et particulièrement française.**

**Nous sommes votre relais de croissance ! Aidez-nous à vous aider !**

**L'Afrique n'émet quasiment pas de CO2 et, elle est, de surcroît, un puits de carbone.** Mais, en parallèle, **elle est terriblement impactée,** depuis plusieurs années déjà, **par les conséquences du dérèglement climatique,** que ce soit en région sèche tel que dans la région du Lac Tchad, ou en région très humide, comme dans la région du Bassin du Congo.

Alors, **oui, l'Afrique a besoin d'un plan qui touche à la fois à son développement et à sa croissance !** Elle a besoin **d'un plan qui réduira ses migrations et qui lui permettra de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique.**

**Nous avons besoin de la France, nous avons besoin de l'Europe pour atteindre une Afrique électrifiée à 100%,** comme l'ont réussi à l'époque, les Amériques, l'Europe, la Chine, le Japon, et comme est en train de réussir l'Inde.

**Nous sommes face à un paradoxe :** l'Afrique a le plus gros potentiel en énergies renouvelables du monde alors qu'elle a le plus grand retard en électricité

Des projets existent pourtant dans tous les pays d'Afrique, qu'ils soient solaires, éoliens, d'hydroélectricité, de biomasse ou de géothermie.

Les raisons de cet état des choses ont été parfaitement étudiées et les réponses sont totalement claires. Je vous renvoie aux travaux de la fondation Energies pour l'Afrique. **L'Energie et la Lumière pour tous est ce défi vital,** pour vous comme pour nous, que nous vous demandons de nous aider à relever.

**C'est un projet pour les Africains, fait par les Africains** et qui ne pourra se faire sans votre aide et votre coopération.

Des projets d'électrification existent partout sur le continent, des liquidités internationales pour les financer aussi, mais **il manquait une organisation méthodique et unifiée pour les implémenter. Et bien, lors du Sommet de Johannesburg, le 15 juin 2015, les Chefs d'Etats et de Gouvernements africains ont décidé, à l'unanimité, la création de cet instrument !**

**Il ne manque donc plus en fait que les fonds propres.** Car **ces jeunes Nations** – qui ont connu une multiplication par 5 de leur population depuis 1950 - **n'ont pas les fonds propres nécessaires et sollicitent votre aide,** un peu de la même manière qu'en 1947... lorsque les Américains ont apporté leur aide à l'Europe.

**Ce besoin de fonds propres s'élève à 5 milliards de dollars par an pendant 10 ans pour toute la communauté internationale des pays développés** au profit d'un continent qui représentera, faut-il le rappeler, un quart de l'humanité dans les 30 ans.

**5 milliards, c'est un chiffre dérisoire au regard de l'enjeu**, au regard des enjeux.

**C'est un chiffre dérisoire au regard des éventuels et hypothétiques 100 milliards**, confus, publics ou privés, toujours évoqués lors de toutes les conventions climat et qui représentent, au final, des crédits sans réalité et sans affectation. **5 milliards, c'est un chiffre dérisoire** mais qui doit être maintenant une réalité, avec **des subventions annuellement garanties, automatiques, fermes, prévisibles et traçables**.

**5 milliards, c'est un chiffre dérisoire par rapport à l'immensité du défi et à ses conséquences :**

- Stabilité des pays et sécurité,
- Réduction des migrations massives,
- Contribution à la croissance européenne et mondiale,
- Aide à l'adaptation aux conséquences du dérèglement climatique qui sont déjà une réalité chez nous,
- Réalité d'un vivre ensemble et d'un destin partagé !

Oui, c'est certes dérisoire mais encore faut-il le faire !

Il faut à Paris, **un accord simple, robuste, automatique, garanti et rapide avec une mise en oeuvre dès 2016 et une clé de répartition claire**.

Il faut évidemment que **l'Afrique organise son instrument dédié et mette en place tous les systèmes d'évaluation et de contrôle adéquats**. Nous sommes prêts !

Mais nous voulons aussi que cette contribution financière se réduise au fur et à mesure de la réduction des émissions de CO2 des pays contributeurs, sur la base d'un bonus-malus : les pays développés réduiront leurs contributions en fonction de la réduction de leurs émissions.

**Un tel plan**, véritable plan de Paix, **permettra à l'Afrique d'être le premier continent soutenable de l'humanité**. C'est parfaitement faisable, il n'y a plus de problème technique !  
Pour y parvenir, il nous faut un accord clair, un objectif, un chef et les moyens adéquats !

Grâce à un tel accord, l'Afrique pourra passer de 25% à 100% d'électricité en 10 ans et au vue des projets existants, on sait qu'une grande partie du chemin peut être déjà fait en 3 ou 4 ans.  
C'est un projet aux efforts modestes et aux effets considérables !

**Un bon accord à Paris tient en 2 pages :**

**La première**, sur les engagements de réduction des émissions des pays émetteurs de CO2 par an, dans les 20 ans qui viennent.

**La deuxième**, sur la contribution et la clé de répartition au profit des pays pauvres et victimes du dérèglement climatique selon un processus vertueux de bonus-malus.

**Au-delà de 2 pages**, nous craignons la confusion et la dispersion, même si une mise en scène médiatique pourrait décider de qualifier l'accord de positif ou de négatif. Rappelons-nous : Positif à Bali il y a si longtemps, négatif à Copenhague, il y a moins longtemps, sans que nous sachions en réalité s'il y avait une grande différence entre les deux...

**Cet accord** vertueux, concret, opérationnel qui démontrera la véritable détermination des pays développés **est à portée de main !**

Il faut être clair : nous ne demandons nullement une compensation morale, au fait que les pays industrialisés se soient développés. **Il s'agit d'une contribution, et non d'une pénalité !** Il ne s'agit pas d'une repentance, **mais d'un projet partagé ensemble, positif, de croissance et de développement !**

Je le répète : **cet accord est à portée de main !**

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Avant de conclure, permettez-moi de remercier au nom de l'Afrique, **l'un de vos amis, ancien parlementaire et ancien Ministre français, notre Frère, Monsieur Jean-Louis BORLOO.**

**Nous lui rendons hommage, pour son engagement discret et inlassable auprès de nous Africains,** pour nous avoir expliqué que c'est possible, à condition de fédérer toute l'Afrique, ce qui est chose faite maintenant.

Nous le remercions de **continuer à plaider auprès de toute la communauté internationale** pour qu'un terme soit mis au cloisonnement entre climat, développement, paix, sécurité, lumière et migrations.

Enfin et surtout, nous lui exprimons toute notre gratitude pour **avoir insisté pour que ce message de l'Afrique soit porté ici, à l'Assemblée Nationale de la République française.**

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Il est rare qu'une évidence soit aussi criante !

Il est rare qu'une solution soit aussi réalisable !

Il est rare qu'une seule décision puisse avoir autant d'impact sur tant de citoyens du monde !

**Il est rare, dans l'Histoire des peuples, qu'une seule décision, qu'un seul accord, qu'un seul leadership, puissent contribuer à répondre à la fois aux exigences de justice climatique, mais aussi aux enjeux de pauvreté, aux enjeux de développement et de croissance, ainsi qu'à l'enjeu majeur, et qui, dans tous les cas de figure, est devant nous, celui des grandes migrations,**

**C'est la situation de la France en ce moment même et c'est la raison de notre présence.**

**La France a à portée de main un plan de paix et de sécurité.**

**Vive l'Assemblée nationale de la République française !**

**Vive le Parlement Panafricain !**

**Vive la France !**

**Vive l'Afrique !**

Je vous remercie de votre bienveillante et patiente attention.

# Résolution du Sénat : Soutien au plan d'électrification du continent africain « Plan Electricité - Objectif 2025 » Le 22 octobre 2015

*Le Sénat,*

*Vu l'article 34-1 de la Constitution,*

*Conscient de la révolution démographique à venir dans les prochaines décennies sur l'ensemble du continent africain, de ses conséquences environnementales, économiques, sociales, politiques et migratoires, que ce soit entre les États africains ou entre les deux rives de la Méditerranée ;*

*Reconnaissant que la fracture énergétique qui demeure entre l'Europe et l'Afrique, et cela particulièrement dans le domaine de l'électrification dont l'insuffisance conduit à l'exclusion à l'heure actuelle de plus de 600 millions de personnes des flux économiques mondiaux, doit-être résorbée ;*

*Considérant que cette fracture environnementale et énergétique, associée à cette révolution démographique en cours, serait particulièrement préjudiciable à notre continent et à notre pays dès lors que rien n'est fait pour la résorber ;*

*Prenant acte des obstacles rencontrés par les États africains pour atténuer les conséquences des bouleversements à venir et pour financer la couverture électrique de l'ensemble du continent africain ; estimant que les pays les plus prospères, au premier rang desquels ceux de l'Union européenne, ont nécessairement un rôle moteur à jouer dans la transition démographique et énergétique de l'Afrique ;*

*Affirmant de surcroît que l'objectif d'électrification de l'ensemble du continent africain répond à un impératif environnemental et humain et représente une opportunité de développement économique et social et de partenariat sans précédent entre l'Europe et l'Afrique ;*

*Considérant que la relation historique, géographique, culturelle et politique particulière qu'entretient la France avec les États et les peuples du continent africain confère à la République française une responsabilité spéciale dans l'accompagnement de ces derniers, dans le soutien aux projets de résorption de la fracture énergétique qui existe entre l'Europe et l'Afrique, au premier rang desquels figurent ceux attachés à l'accomplissement d'une couverture électrique totale d'Alger au Cap ;*

*S'engage à promouvoir l'action de la fondation « Énergies pour l'Afrique », apporte son soutien et ses encouragements aux initiatives privées et associatives en ce sens et forme le souhait que le Gouvernement puisse y prendre sa juste part par toutes mesures utiles, diplomatiques ou financières, afin de rappeler que l'avenir de la France et de l'ensemble de l'Europe se joue autant au sud qu'au nord de la mer Méditerranée.*

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 octobre 2015.*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*

## Désignation du Président Alpha Condé comme « coordinateur » du projet Energies-Climat, Sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine Le 30 janvier 2016

8. **REAFFIRME** l'approbation par le CAHOSCC lors de sa réunion du 25 septembre 2015 à New York (États-Unis) de l'initiative africaine sur l'adaptation (IAA) et de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables (IAER), tirant parti des initiatives continentales, à savoir l'initiative Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Africa) et du programme de travail de haut niveau sur l'action sur les changements climatiques en Afrique (PTACCA) ; et **SALUE** le lancement des deux (2) initiatives par le coordonnateur du CAHOSCC lors de la COP 21 à Paris (France). À cet égard, **SE FELICITE** du rôle de coordination joué par S.E. le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée dans le domaine de l'énergie renouvelable au niveau de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et **DECIDE** d'élargir son rôle au niveau continental en ce qui concerne les engagements de l'Afrique dans le domaine de l'énergie renouvelable;

# Appel de soutien des économistes et des acteurs du développement à l'initiative d'Energies pour l'Afrique- Le 28 octobre 2015

## Répondre aux enjeux climatiques et de développement de la COP21 : Electrifier l'Afrique

A la veille de la COP21, nous nous associons, en tant qu'économistes Français et Africains, à l'initiative d'*Energies pour l'Afrique* d'électrification du continent africain d'ici à 2025, qui s'inscrit plus globalement dans une ambition 'énergies et lumières pour tous'.

Cette initiative vise notamment les pays disposant d'un accès inférieur à 80%, soit les pays les plus pauvres et les plus vulnérables au changement climatique. L'électrification africaine par l'intermédiaire d'une Agence intergouvernementale africaine a fait l'objet d'une décision à l'unanimité des Chefs d'Etats africains lors du sommet du 15 juin et d'une délibération devant le Parlement PanAfricain le 05 octobre 2015.

**Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de la négociation climat, et notamment dans la stratégie adoptée à Bonn le 23 octobre 2015** par les Etats prenants part à la Conférence des Parties, reconnaissant, pour le lancement d'actions immédiates, la nécessité d'intégrer « *la valeur économique et sociale des actions volontaires de réduction des effets du changement climatique et leurs bénéfices conjoints sur l'adaptation, la santé, et le développement durable* ». Cette reconnaissance lie clairement les politiques climatiques et les politiques de développement.

**L'initiative d'Energies pour l'Afrique répond à la fois aux enjeux de développement du continent africain et aux engagements de limitation des émissions de gaz à effet de serre.** Or, le premier enjeu et le principal levier du développement réside dans l'électrification. **Le mécanisme d'amorçage des financements** que nous proposons ci-dessous répond à la préoccupation climatique et permet de lever des fonds additionnels privés à très court terme.

**Les pays industrialisés, membres du Club des partenaires de l'initiative *Energies pour l'Afrique*, s'engagent, d'une part, à augmenter leur aide publique au financement de l'électrification.** Ils s'engagent d'autre part à **mettre en place des dispositifs de garantie permettant de renforcer** l'effet de levier de l'aide publique vis-à-vis des fonds privés, indispensable à l'électrification du continent africain et des autres pays les moins avancés. Ces dispositifs devront être assis sur la **contribution des projets à l'établissement d'un mode de développement bas carbone.**

Ce mécanisme d'amorçage public doit permettre de **réduire le risque associé aux projets d'électrification bas carbone** et de **mobiliser l'épargne disponible à leur service**, via les banques de développement. Il repose sur trois piliers : **un montant prédéterminé de tonnes d'émissions évitées** qui seront garanties ; **une valeur prédéterminée de chaque tonne d'émission évitée** ; et **un mécanisme crédible d'évaluation et de vérification des projets**. De cette manière, les pays seront récompensés de leurs efforts en matière réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le mécanisme de sélection et vérification des projets s'articulera autour des stratégies de développement des pays – exprimées notamment dans le cadre INDC – et intégrera l'expérience des banques de développement africaines. Le mécanisme d'amorçage serait mis en place dès janvier 2016, **en attendant la mise en œuvre de mécanismes globaux innovants** dans le domaine de la finance ou de la fiscalité internationale.

L'initiative d'*Energies pour l'Afrique* a déjà permis la création de l'Agence intergouvernementale africaine qui rassemblera l'ensemble des financements internationaux, publics et privés, et les allouera, **en fonction des besoins et des spécificités de terrain**, à des **projets de développement durable et d'énergies renouvelables** pour électrifier le continent.

A terme, nous construirons, ensemble, le **premier continent soutenable de l'Humanité**, modèle de développement pour les autres pays les moins avancés.

# Les signataires de l'appel de soutien des économistes à l'initiative d'Energies pour l'Afrique

*Par ordre alphabétique*

- **Patrick ARTUS**, Chef économiste à Natixis
- **Alain AYONG LE KAMA**, Président de la *French Association of Environmental and resource economists*
- **Jean-Paul BETBEZE**, Economiste
- **Christian DE PERTHUIS**, Conseiller climat à la Caisse des Dépôts
- **Patrice GEOFFRON**, Professeur à l'Université Paris Dauphine
- **Gael GIRAUD**, Chef économiste de l'AFD, Directeur de la Chaire Energie et prospérité
- **Roger GUESNERIE**, Professeur au Collège de France
- **Christian GOLLIER**, Directeur de la TSE
- **Jean-Charles HOURCADE**, Professeur au Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED)
- **Pierre-André JOUVET**, Economiste à la Chaire Economie du Climat
- **Franck LECOCQ**, Ingénieur en chef des Ponts, Eaux et Forêts, directeur du CIRED
- **Benoit LEGUET**, PDG du Institute for Climate Economics (I4CE)
- **Youba SOKONA**, Conseiller spécial en développement durable, South Center (Suisse)
- Dr **Camilla TOULMIN**, Senior Fellow, International Institute for Environment and Development
- **ZhongXiang ZHANG**, Professeur distingué des universités, Tianjin University, Chine

# Note du Cercle des Economistes : « L'électrification africaine au secours de la croissance européenne »



*Patrick Artus, Chief economist Natixis*  
*Christian de Boissieu, Professeur Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) et collège d'Europe (Bruges)*  
*Jean-Marie Chevalier, Professeur de sciences économique, Université Paris Dauphine*  
*Patrice Geoffron, Directeur du Laboratoire d'Economie de Dauphine*  
*Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des économistes*  
*Mouhoub El Mouhoud, Professeur, Université Paris Dauphine*  
*Olivier Pastré, Professeur, Université Paris 8*  
*Jacques Percebois, Directeur du CREDEN*

## ***Les promesses du modèle de croissance africain...***

Avec 5% de croissance au cours des 10 dernières années, la crise mondiale n'a pas éteint la dynamique économique en cours en Afrique. Cette capacité de résilience qualifie le Continent au rang des futurs émergents. L'Afrique assemble de nombreux atouts pour se transformer en profondeur dans les prochaines décennies: avec une démographie très dynamique et plus d'un milliard d'habitants dont le nombre pourrait doubler en 2050 (à cet horizon, 25% des actifs de la planète seront africains), à la fois une exceptionnelle richesse en matières premières de tous ordres (aussi bien végétales que minérales) et le plus grand potentiel d'énergies renouvelables au monde (de l'hydraulique au solaire), une appropriation des technologies de l'information selon un modèle totalement original (traduit par un taux croissance des usagers du mobile de 20% par an ainsi qu'un fort développement des micro-paiements électroniques), ...

## ***... sous hypothèques dans une globalisation chahutée.***

Mais, dans un monde troublé, cette émergence de l'Afrique reste sous diverses hypothèques et les remarquables performances enregistrées sont encore insuffisantes pour créer suffisamment d'emplois de qualité offrant un débouché aux 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail.

Le poids prépondérant des matières premières laisse le Continent sous menace de perturbations lors des retournements de cycle comme c'est le cas depuis 2014 (avec un fort impact sur le Nigéria ou l'Angola) et, plus fondamentalement encore, l'Afrique ne peut rester totalement indemne lorsque la demande chinoise (son principal débouché) est en fort recul et que l'Europe peine à sortir de sa langueur. De même qu'un retournement des politiques monétaires mondiales, réduisant les liquidités, constituerait une menace latente.

Malgré ces ombres, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, le Mozambique et la Tanzanie devraient encore connaître une croissance d'environ 7 % ou plus dans les années à venir.

### ***Une entrée dans le XXIème siècle ... sans électricité***

Parmi les handicaps au long du processus de décollage, le grave déficit d'électrification de l'Afrique constitue un extraordinaire « goulot d'étranglement » qui étouffe la capacité d'entreprise africaine.

En 2015, seulement 30 de la population à accès aux énergies modernes et à l'électricité au Sud du Sahara, proportion bien inférieure encore dans certains pays: 4% au Tchad, 2% au Soudan du Sud... Et, le mouvement naturel n'est pas nécessairement celui de la réduction de ce grave déficit : en Angola, en Ouganda ou au Niger, on observe même que ce pourcentage se détériore, notamment sous la pression démographique.

Cette carence unique au monde induit des conséquences dramatiques en matière d'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la sécurité des personnes et en matière de développement économique :

- En termes de santé publique, l'accès restreint à des sources modernes d'énergie accentue la déforestation par l'utilisation extensive du bois de chauffe et est une source de pollutions locales particulièrement mortifères (que l'OMS évalue à 600000 décès prématurés par an).
- En termes économiques, la Banque africaine de développement estime que les pénuries d'énergie et les pannes de courant coûtent au Continent 2 % de son PIB. Il faut aussi y voir une explication des faibles gains de productivité : sur la période 2002-2014, leur progression a été limitée à 1% en Afrique subsaharienne contre, par exemple, plus de 3% en Turquie et 6% en Chine.

### ***La pénurie énergétique africaine : une menace pour le Continent et pour le Monde***

Cette « pénurie énergétique » apparaît d'autant plus inique quand on sait que l'Afrique est particulièrement vulnérable aux effets d'un changement climatique largement provoqué par « l'opulence énergétique » des pays les plus riches. Les perturbations du climat impacteront les ressources agricoles (qui pèsent lourdement dans la structure productive de nombreux pays du Continent), changera les cycles de l'eau (augmentant les tensions associées à l'accès aux ressources hydriques), soumettra des régions entières à des événements météorologiques extrêmes, accroîtra l'obligation de l'exil, ...

L'universalisation de l'électricité est d'autant plus impérative que, à défaut, la dynamique démographie continuera à alimenter une spirale fatale dans laquelle le ramassage du bois combustible et l'abattage du bois d'œuvre entraînent la déforestation, tout comme le développement de l'agriculture, ... La formidable croissance africaine des quinze dernières années a encore exacerbé la dégradation des ressources environnementales et c'est à cette malédiction qu'il convient de mettre un terme avec l'électrification.

Surtout, à défaut d'accompagnement de l'Afrique vers un modèle énergétique lui permettant d'exploiter son formidable potentiel en énergies renouvelables, ce continent glissera mécaniquement vers le modèle des grands

émergents, Chine et Inde en tête, très intensif en charbon et pétrole. Aujourd'hui menacée par le changement climatique, l'Afrique deviendrait alors une menace à son tour pour le Monde dans les décennies à venir.

A l'heure de la COP 21, nous sommes là en présence d'un enjeu de tout premier ordre qui, à l'évidence, nous concerne tout autant que l'Afrique elle-même.

### ***Electrifier l'Afrique : des bénéfices multiples pour le Continent ...***

Cette perspective constitue, pour les Africains, un investissement présentant un formidable effet de levier :

- Les effets directs sont aisés à anticiper. Il s'agit de créer les conditions du développement des activités industrielles et tertiaires. L'agriculture représente encore 53% des emplois en Afrique contre 12% seulement dans l'industrie. Le défaut de production électrique joue un rôle majeur pour expliquer la faible taille de l'industrie et de l'artisanat en Afrique subsaharienne. Plus largement, une correction sur 20 ans de la moitié du handicap de productivité de l'Afrique accroîtrait la croissance annuelle de ce continent de plus de 2%. Au total, ceci pourrait contribuer à une hausse de 3% par an de la croissance potentielle africaine, pour les seuls effets directs.
- Les effets indirects, sont beaucoup plus importants bien que plus difficiles à chiffrer. Une diminution de la pauvreté se traduirait par une limitation des dépenses de santé, une augmentation de la consommation des ménages, une plus grande attractivité des capitaux externes, un déploiement de la capacité entrepreneuriale, une limitation des flux migratoires (devenus aujourd'hui très difficiles à gérer tant du point de vue des pays d'origine que du côté des pays d'accueil), ... Ces différents effets indirects pourraient, dans les estimations les plus conservatrices, tirer la croissance potentielles de plusieurs points vers le haut.

### ***... et pour ses partenaires économiques, Europe en tête***

Les enjeux sont non moins considérables pour l'Europe. Le poids de l'UE dans les importations de l'Afrique subsaharienne a beaucoup baissé : de 45% en 1998 à 23% aujourd'hui. En conséquence, ces exportations sont très marginales, ne représentant que 0,6% du PIB de l'UE.

Si la croissance de l'Afrique Subsaharienne était accrue de 3 points par an, la relation habituelle entre la croissance des exportations de l'UE vers l'Afrique subsaharienne et la croissance de l'Afrique subsaharienne impliquerait une hausse supplémentaire de 9,5% par an des exportations de l'UE vers l'Afrique subsaharienne.

On peut aussi estimer qu'un secteur manufacturier de plus grande taille en Afrique subsaharienne et une croissance plus forte attireraient des investissements directs de l'UE plus élevés.

### ***Un besoin de financement très modique au moment où le Monde entre en transition énergétique***

Ces effets très largement positifs pourraient être obtenus à un coût global estimé entre 200 et 250 milliards de dollars par an pour électrifier l'Afrique.

Il convient de comparer ce besoin de financement aux formidables investissements qui seront engagés par ailleurs dans le cadre de la transition énergétique :

- La Commission Européenne considère que, pour réduire de 80% en 2050, les membres de l'Union devront investir chaque année de l'ordre de 270 milliards d'euros (soit, en une année, plus que le montant globale requis pour électrifier l'Afrique dans son intégralité).
- La poursuite de l'objectif du 2°C (c'est-à-dire limiter l'augmentation de la température sous ce plafond à la fin du siècle) impliquera d'investir au niveau mondial, entre 2015 et 2030, 93 000 milliards de dollars<sup>7</sup>.

Comparativement, l'enjeu financier de l'électrification de l'Afrique apparaît donc comme un objectif abordable en termes de besoins de financement et dont les effets bénéfiques doivent être considérés avec grande attention. D'autant que, l'Afrique étant la zone qui présente la plus faible responsabilité historique dans le changement climatique, le monde (et tout particulièrement les pays de l'OCDE) est en dette vis-à-vis du Continent.

Rappelons, au moment de considérer les conditions de financement du projet d'électrification de l'Afrique, qu'une des conclusions de la COP de 2009 de Copenhague a été de prévoir l'abondement sous forme de subventions publiques de 10 milliards de dollars par an avant le fonds de 100 milliards de dollars, prévus pour 2020, par les pays riches.

Dans ce contexte, les capitaux publics ne seraient nécessaires que pour crédibiliser le projet d'électrification. Une première estimation fait état d'un besoin de subventions publiques de l'ordre de 5 milliards de dollar par an. Surtout, des masses considérables de capitaux privés sont prêts à s'investir dans une Afrique dynamique et résiliente, de conditions qui ne sauraient être durablement réunies sans électricité.

---

<sup>7</sup> Calderon P., Stern N. (2014), *Better growth, better climate, The new climate economy report*

L' Appel des professeurs de médecine :  
« Pas de santé sans électricité »  
Affichage JCDecaux

L'APPEL DES PROFESSEURS DE MÉDECINE



DE GAUCHE À DROITE ET DE HAUT EN BAS : PR. G. KHAYAT, PR. N. BODAERT, MR J-L BORLOO, PR. J-N. FABIANI, PR. S. POL, DR. L. FORGEOT, MR YVES DAHAN (PRÉSIDENT DE SAUVER LA VIE), MR E. PFRUNDER (DIRECTEUR IMAGE), PR. P. LEPRINCE, PR. C. JACQUOT, PR. I. ANDRE-SCHMÜTZ, PR. J. HAROCHE, PR. G. PERKINS, DR. E. DUPUIS, PR. J. ABITBOL, PR. D. KHAYAT, PR. C. BADUAL, PR. E. THERVET, DR C. HUGERON, PR. G. GRANGER, DR. M. LEVY-SOUSSAN, PR. P. BERCHE, PR. P. CACOUB, PR. J-P TITTON, PR. C. KRAINIK, PR. J. ASSOUD, DR. N. SIAUVE, PR. Y. DE PROST, PR. M. DESNOS ET PR. M. SERBAN

PAS DE SANTÉ SANS ÉLECTRICITÉ

# Extrait du sondage OpinionWay « les Français et l'énergie en Afrique » Octobre 2015

*Extrait du Sondage OpinionWay pour Energies pour l'Afrique - Octobre 2015*

## **1° La perception de l'accès à l'énergie comme base du développement**

*Diriez-vous que l'accès à l'énergie est un préalable à...?*

- La santé : **oui à 79%**
- L'accès à l'eau potable : **oui à 78 %**
- L'autosuffisance alimentaire : **oui à 73 %**
- La réduction des inégalités sociales : **oui à 72 %**
- L'éducation : **oui à 70 %**
- Le développement de la démocratie : **oui à 61%**

## **2° Les conséquences de l'électrification de l'Afrique**

*Diriez-vous que l'électrification de l'Afrique... ?*

- Permettrait à l'Afrique de combler son retard Economique : **oui à 80%**
- Serait une source de stabilité pour le Continent : **oui à 77 %**
- Serait une source d'opportunités économiques pour la France : **oui à 72 %**
- Permettrait de limiter les migrations de populations vers le continent européen : **oui à 70%**

## **3° L'urgence de l'électrification de l'Afrique**

*Selon vous, les enjeux liés à l'accès à l'énergie en Afrique rendent-ils urgente la mise en oeuvre d'un grand plan d'électrification du continent ?*

**Oui à 83%**

## **4° Le rôle de la communauté internationale dans la mise en place d'un plan d'électrification en Afrique**

*Estimez-vous que la communauté internationale doive se mobiliser davantage pour soutenir un tel plan ?*

**Oui à 76%**

## **5° L'efficacité de l'accès aux énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique**

*Estimez-vous que l'accès aux énergies notamment renouvelables soit un moyen efficace pour lutter contre les conséquences du dérèglement climatique ?*

**Oui à 73%**

## **6° La lumière et l'électricité comme enjeux de la COP 21**

*En fin d'année se tiendra à Paris la COP21 qui est la 21ème Conférence des Parties de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Selon vous, l'électricité et la lumière pour tous dans le monde doit-il être un des sujets majeurs de la COP21 ?*

**Oui à 71%**

**MARDI 3 NOVEMBRE :**

## Electrification: le président du Parlement Panafricain en appelle au soutien des députés français

[AFP repris par UP LE MAG](#)

Le président du parlement panafricain, Roger Nkodo Dang, a lancé mardi un "appel solennel" aux députés français, en vue de la COP21, pour soutenir un plan d'électrification de l'Afrique, porté initialement par Jean-Louis Borloo, et souhaité un accord prochain pour boucler le financement.

Après avoir souligné les liens entre l'Afrique et la France, le "moment crucial" traversé par l'Afrique et les "valeurs" de la France mais aussi son rôle clef dans la conférence sur le climat, M. Nkodo Dang a lancé un "appel au droit à la lumière et à l'énergie" pour les Africains, dont "75%, soit 650 millions" n'ont pas accès à l'électricité.

"Nos enfants désespérés quittent des lieux sans lumière, sans énergie, sans activité, et donc sans avenir pour marcher vers l'énergie et la lumière, vers l'espoir, vers les grands ports des capitales en Afrique mais aussi hors d'Afrique", a aussi lancé le président du parlement panafricain, dans un hémicycle rempli à moins de la moitié. Affirmant que l'Afrique a besoin d'un plan qui favorisera "une croissance à deux chiffres", "réduira ses migrations et lui permettra de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique", M. Nkodo Dang a ajouté: "Nous avons besoin de la France, nous avons besoin de l'Europe pour atteindre une Afrique électrifiée à 100%, comme l'ont réussi, à l'époque, les Amériques, l'Europe, la Chine, le Japon, et comme est en train de réussir l'Inde".

Après avoir pointé le "paradoxe" d'une Afrique avec le plus gros potentiel en énergies renouvelables et le plus grand retard en électricité mondial, ce député camerounais a souligné que le plan en question, "fait par les Africains", nécessitait que les pays développés apportent des fonds propres de "5 milliards de dollars par an pendant 10 ans", "un chiffre dérisoire au regard de l'enjeu".

A quelques semaines de la conférence sur le climat, il a considéré qu'"un bon accord à Paris tient en 2 pages: la première, sur les engagements de réduction des émissions des pays émetteurs de CO2 par an, dans les 20 ans qui viennent, la deuxième, sur la contribution et la clé de répartition au profit des pays pauvres et victimes du dérèglement climatique, selon un processus vertueux de bonus-malus".

"La France, qui est souvent au chevet de l'Afrique, peut maintenant jouer un rôle déterminant pour que nous puissions arracher un accord juste", a-t-il ensuite déclaré lors d'une conférence de presse.

Dans l'hémicycle, M. Nkodo Dang a aussi rendu hommage, "pour son engagement discret et inlassable auprès de nous Africains", à un "frère", M. Borloo.

Créé en 2004, le Parlement panafricain est l'assemblée consultative de l'Union africaine et siège en Afrique du sud. Composé de 265 députés nationaux, cinq pour chacun des 53 membres de l'UA, nommés par leurs parlements respectifs, il ne jouit pas d'une grande notoriété, faute de véritable poids politique, mais ambitionne de devenir une assemblée continentale dotée de pouvoirs législatifs.

MERCREDI 11 NOVEMBRE :

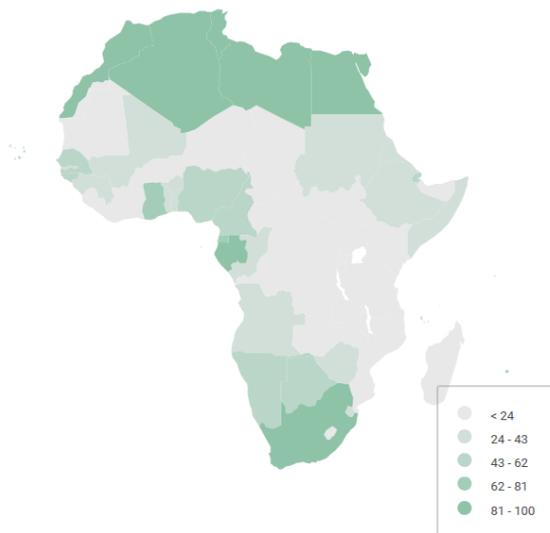
## Pour une majorité de Français, développer l'électricité en Afrique limiterait les migrations vers l'Europe

20 MINUTES

**SONDAGE** «20 Minutes» publie en exclusivité un sondage réalisé par OpinionWay pour Energies pour l'Afrique...

Trois personnes sur quatre n'ont pas accès à l'électricité sur le continent africain, ce qui représente environ 650 millions d'Africains. Un défi auquel veut s'attaquer l'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, reconverti dans le plaidoyer pour le développement de l'accès à l'énergie en Afrique. À l'occasion du sommet de La Valette sur la crise migratoire européenne, et à quelques semaines de la COP21, le père du Grenelle de l'Environnement fait campagne pour l'électrification du continent, qui aurait selon lui des conséquences sur l'immigration, l'économie, la stabilité politique. Selon un sondage réalisé par OpinionWay pour Energies pour l'Afrique\*, révélé en exclusivité par *20 Minutes*, une majorité de Français approuve ce projet.

### L'accès à l'électricité en Afrique



Part de la population ayant accès à l'électricité (en pourcentage), selon les données de la Banque mondiale (2012).

#### Comblent un retard économique

D'après ce sondage, 70 % des Français estiment que l'électrification du continent « permettrait de limiter les migrations de populations vers le continent européen ». Ils sont un peu plus nombreux, 80 %, à penser que cela « permettrait à l'Afrique de combler son retard économique ».



**650 millions d'Africains**

n'ont pas accès à l'énergie ni à l'électricité.



**Cela représente 75% de la population totale du continent**

Soit trois habitants sur quatre.

### **Limitier les départs vers l'Europe**

Une majorité des sondés estime que l'électricité est un préalable à la santé (79 %), à l'accès à l'eau potable (78 %) et l'éducation (70 %). Jean-Louis Borloo est satisfait de ces chiffres, qui prouvent selon lui que « les Français savent qu'il ne faut pas séparer les problèmes ». Pour l'ancien ministre de l'Ecologie, installer l'électricité en Afrique permettra de doper le développement économique du continent, créer de l'emploi et donner de meilleures conditions de vie aux Africains.

Avec pour conséquence des candidats à l'émigration vers l'Europe moins nombreux, mais aussi davantage d'opportunités économiques pour la France, qui a récemment cédé sa place de quatrième pays exportateur vers l'Afrique, devancé d'un rang par l'Allemagne, note Antoine Glaser fondateur et ancien directeur de *La Lettre du Continent*.

### **« Un continent aux pays sans frontières »**

Si 83% des sondés estiment qu'il est urgent de lancer un grand plan d'électrification du continent africain, ils sont toutefois un peu moins nombreux (76%), à affirmer que cette tâche incombe à la communauté internationale, souligne Antoine Glaser. Quant au développement de l'accès à l'électricité, il ne peut résoudre seul les questions migratoires selon le spécialiste. « L'Afrique est un continent aux pays sans frontières », souligne-t-il.

« La volonté politique est la clé », en ce qui concerne le développement de l'électricité. Il en sera question lors du sommet de La Valette qui réunit à Malte des chefs d'Etats européens et africains pendant deux jours à compter de ce mercredi.

*\* Sondage OpinionWay pour Energies pour l'Afrique réalisé auprès d'un échantillon de 1015 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 et plus, et constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Les interviews ont été réalisées les 28 et 29 octobre 2015.*

JEUDI 12 NOVEMBRE :

## Jean-Louis Borloo plaide pour l'électrification de l'Afrique afin de doper la croissance

[AFP REPRIS PAR LA LIBRE](#)

Nations unies (Etats-Unis), 13 nov 2015 (AFP)

L'ancien ministre français de l'Environnement Jean-Louis Borloo a plaidé vendredi à l'ONU pour l'électrification de l'Afrique, soulignant que la croissance accélérée qui en résulterait sur le continent tirerait la croissance mondiale.

M. Borloo a présenté vendredi au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon son projet de création d'une agence dédiée à l'électrification de l'Afrique, à quelques semaines de l'ouverture de la conférence climat (COP21) à Paris. L'objectif est de faciliter l'accès à la lumière et à l'électricité pour 700 millions d'Africains qui en sont dépourvus. "De nombreux projets dans les énergies renouvelables sont prêts en Afrique et il y a des financements internationaux" disponibles, note M. Borloo. Mais "il manque les 15 ou 20 pour cent d'apport" en fonds publics qui rendraient ces projets rentables.

Ce serait la tâche de cette agence dédiée, essentiellement panafricaine et qui serait financée par les pays développés à hauteur de cinq milliards de dollars (4,5 mds d'euros) par an pendant dix ans.

"Le rendez-vous, c'est celui de la COP, a expliqué M. Borloo, mais même s'il n'y avait pas de COP il faudrait quand même faire ce plan parce que la croissance mondiale dépend en partie d'un continent qui va passer demain à deux milliards de personnes et qui est en très grande pauvreté".

"Si l'Afrique était électrifiée comme le reste du monde, on serait à 15% de croissance, comme le rattrapage de la Chine pendant 30 ans, et cela impacte favorablement la croissance du monde", a-t-il souligné.

A contrario, "la déstabilisation du continent africain est source de très grands dangers", a-t-il ajouté.

Face à ces enjeux les sommes demandées représentent "un tout petit effort qui peut changer la face du monde", a estimé l'ex-ministre. "Les pays développés peuvent dire non, mais qu'au regard de l'Histoire chacun prenne ses responsabilités", a-t-il conclu.

LUNDI 16 NOVEMBRE :

## Campagne pour l'électrification du continent africain

[RFI](#)

C'est un plaidoyer pour la création d'une « Agence africaine pour l'énergie », qui doit être au service des projets et des Etats africains. Initiateur de cette idée, l'ancien ministre français de l'Ecologie Jean-Louis Borloo évalue à 5 milliards de dollars la dotation qui doit être allouée à cette agence chaque année, un fonds que doivent financer les pays du Nord. Une délégation du Parlement panafricain était début novembre à Paris et s'est adressée à l'Assemblée nationale française.

PODCAST : C'est un véritable défi que s'est lancé Jean-Louis Borloo, jouer le rôle de « Notaire » entre différents acteurs afin de faire passer l'Afrique de 20% d'accès à l'électricité aujourd'hui, à 100% en 10ans. « C'est faisable », dit l'ancien Ministre français de l'écologie, « C'est un petit effort de méthode avec une organisation de haut niveau. Tout le monde s'est mis d'accord sur l'outil et sur son format financier : il faut démarrer tout de suite. ». Un projet qui a un lien avec la problématique du changement climatique, Roger Nkodo Dang, le Président du Parlement panafricain : « Lorsqu'on demande aux pays africains, notamment les pays du bassin du Congo de gérer durablement les forêts pour continuer à conserver l'oxygène pour l'humanité, il faut quand même une compensation. Si vous me dites de ne plus cuire ma nourriture par le bois, il faut m'emmener de l'électricité. » Electrifier toute l'Afrique, une ambition, de nombreux enjeux et beaucoup de défis à relever. Soumaïla Cissé, Député malien et ancien Président de la Commission de l'UEMOA : « Quand on voit aujourd'hui le nombre de femmes qui meurent sur les tables d'opérations, les problèmes de chaînes du froid, au niveau de la santé et même la problématique de l'eau potable, je dis souvent que comme l'eau est indispensable pour l'agriculture, que le sang est indispensable pour le corps, l'énergie est certainement indispensable pour le développement économique et social ». Bien avant cette mobilisation générale, différents opérateurs se sont lancés dans le développement d'énergies renouvelables. C'est le cas de Station Energy, une PME française qui installe depuis 3 ans des stations solaires dans des villages du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et du Sénégal. Face au problème de financement par les banques, le patron de Station Energy se tourne vers les investisseurs individuels, Alexandre Castel : « On lance Suncities.net qui est une plateforme internet qui permet à tous les citoyens, principalement en Europe, d'investir dans ces infrastructures pour pouvoir aider à les financer et donc en fait les internautes peuvent placer leur argent dans une coopérative qui est en France et qui va être propriétaire des infrastructures que l'on développe et sur le terrain ça permet de les mettre en location aux différents clients qui peuvent être des coopératives agricoles, des mairies, des entrepreneurs qui ont besoin de solutions énergétiques. Grâce à Suncities.net, Station Energy a pour objectif de déployer en 5 ans, 300 projets qui couteront au total 10 millions d'euros ce qui devrait permettre à 250 000 personnes d'avoir accès à une énergie abondante, peu chère et écologique.

MERCREDI 25 NOVEMBRE :

## COP 21 : Jean-Louis Borloo : " L'Afrique dispose du plus grand potentiel d'énergies renouvelables au monde "

[AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE](#)

**Jean Louis Borloo, ancien ministre et président de la fondation Energies Afrique, présente aux Dépêches de Brazzaville son projet pour l'électrification du continent.**



**Quelle lecture faites-vous de l'organisation de la COP21 en France ? pensez-vous que les objectifs vont être atteints?** Le président de la République, le gouvernement et notamment le ministre des Affaires étrangères et le réseau diplomatique français sont très engagés depuis maintenant un an pour tenter de trouver un véritable accord. Celui-ci a deux volets :

Le premier volet est un engagement clair et contraignant des pays principaux émetteurs de CO2 pour réduire dès maintenant et sur une perspective de long terme, leurs émissions.

Le deuxième volet concerne les conséquences déjà constatées du dérèglement climatique sur un certain nombre de pays du monde et notamment sur le continent africain. Si le premier volet est le plus délicat à atteindre, le deuxième c'est-à-dire le financement par les pays émetteurs de CO2 d'un plan d'adaptation notamment d'accès aux énergies renouvelables sur le continent africain avec les financements adéquats, est à portée de succès et sera le critère d'évaluation de la réussite ou de l'échec de la COP21.

**Comment avance le projet Energies pour l'Afrique dont vous êtes l'initiateur? Quelles sont les grandes actions déjà menées ?** Le projet Energies pour l'Afrique a pour vocation de faire un plaidoyer consistant à permettre à l'Afrique subsaharienne de passer de 25% à 100% d'accès à l'énergie en dix ans notamment grâce aux énergies renouvelables. La situation du continent africain doit bénéficier de la solidarité internationale qui doit mobiliser les subventions internationales pour venir en soutien de tous les projets sur le continent. En effet, tout le monde constate que les chefs d'Etat et de gouvernement africains sont déterminés à mettre l'énergie en priorité absolue, car c'est elle qui dicte l'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à l'agriculture, à la sécurité et au bien-être des populations. Du fait du choc démographique que connaît l'Afrique depuis 50 ans, les subventions internationales sont indispensables pour y parvenir.

**Vous souhaitez atteindre l'objectif du projet en 10 ans. N'est-ce pas trop ambitieux, compte tenu du fait que chaque pays du continent a ses spécificités ?** La situation actuelle est connue : le développement démographique va plus vite que l'accélération de l'accès à l'énergie malgré les efforts constants et déterminés des chefs d'Etat et de gouvernement africains ainsi que des initiatives internationales.

Les projets d'électrification existent sur tout le continent africain et sont de tailles différentes : énergie centralisée ou décentralisée urbaine et rurale, et recouvrent toutes les énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, géothermie, éolien, biomasse), selon les spécificités de chaque pays. Il manque pour tous ces projets des subventions de l'ordre de 15 à 20% afin de les rendre soutenables financièrement. Si ce problème est globalement résolu alors un grand mouvement d'électrification se fera sur tout le continent, des zones rurales aux zones urbaines.

**Quelle est l'importance de la création d'une agence pour l'électrification de l'Afrique. Quelle sera la spécificité d'une telle structure ?** Afin d'avoir un plan massif au service de tous les Etats africains, un instrument dédié dit « Agence pour l'électrification de l'Afrique » est nécessaire pour regrouper toutes les subventions internationales en un véritable outil de financement à disposition des Etats africains. Cette Agence ne sera pas une tutelle, ce n'est pas elle qui pilotera ou programmera les projets ; elle vient simplement en soutien des projets pilotés par les Etats africains et les porteurs de projets.

**Comment le projet « Energies pour l'Afrique » est-il accueilli par les chefs d'Etat africains que vous avez rencontrés ?** Ce sont les chefs d'Etat africains qui ont souhaité que nous fassions ensemble le diagnostic pour faire les propositions à la communauté internationale. C'est en août 2014 que le président Sassou N'Guesso a le premier pris l'initiative de cette réflexion. L'accès à l'énergie et à la lumière pour tous est chez lui une véritable obsession. J'ai ensuite rencontré d'autres dirigeants notamment les présidents Jacob Zuma d'Afrique du Sud, Alpha Condé de Guinée Conakry puis Macky Sall du Sénégal, Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire ou encore Haile Mariam Dessalegn Premier ministre éthiopien. Ce n'est donc pas mon initiative mais celle des chefs d'Etat africains afin de faire une proposition acceptable pour les pays développés, concrète et qui puisse démarrer dès 2016. Ce projet africain doit également bénéficier à la quinzaine d'autres pays qui sont en grand retard dans l'accès à l'électrification, comme Haïti, le Népal, la Birmanie, le Bangladesh... Cela devient un problème de solidarité internationale, le droit à l'énergie et à la lumière pour tous doit devenir un droit universel. L'engagement du président Sassou N'Guesso a permis une véritable impulsion et une délibération unanime des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine à Johannesburg le 15 juin dernier sur proposition du président du NEPAD, ainsi que du Parlement Panafricain le 7 octobre.

**Vous avez récemment déclaré que « la croissance africaine par l'électricité de l'Afrique, c'est notre croissance en Europe ». De quelle manière ?** Non seulement il est juste et légitime que l'Afrique qui n'émet pas ou peu de CO2, qui est un véritable puits de carbone de l'humanité notamment grâce à ses forêts et qui est déjà victime du dérèglement climatique, bénéficie de la solidarité internationale notamment par les pays émetteurs de CO2. De surcroît, une Afrique totalement électrifiée connaîtrait une vraie croissance, constante de plus de 10% pendant 20 ans et serait évidemment un relais de croissance pour l'économie mondiale et notamment pour l'économie européenne. J'ajoute que le continent dispose du plus grand potentiel d'énergies renouvelables au monde et ce dans toutes les formes de ces énergies. Passer de 25 à 100% se fera évidemment par les énergies renouvelables.

MARDI 1<sup>er</sup> DECEMBRE :

## Macky Sall : "Un fond sur l'électrification de l'Afrique doit sortir de cette Cop 21"

### TV5 MONDE

Le président sénégalais Macky Sall était sur le plateau de L'Invité de TV5MONDE, ce mardi 1er décembre 2015. Il souhaite qu'un accord contraignant soit pris lors de cette COP21. Il demande également à ce qu'un fond pour l'électrification en Afrique soit décidé avec les pays les plus développés.

Le président sénégalais veut peser pour un accord contraignant qui doit être validé par les pays présents à la COP21. *"On a pas le choix et on a pas de plan B"*, a-t-il déclaré sur le plateau de TV5MONDE au Bourget. *"Aucune excuse ne sera acceptée pour la communauté mondiale. Nous avons une planète commune, une et indivisible. Nous avons l'obligation aujourd'hui de sauver cette planète"*.

Il a également rappelé que la contribution de l'Afrique à la pollution mondiale est *"inférieure à 3%"*, et selon lui, *"l'Afrique subit"* les effets de cette pollution.

C'est pourquoi, il considère que le continent est *"en droit d'exiger qu'une juste réparation soit faite, non pas sous forme d'aide ou de charité mais sous forme d'accompagnement pour une transition énergétique réunie. Nous avons estimés qu'un fond sur l'électrification du continent géré par les Africains, doit sortir de cette Cop 21. (...) Avec 5 milliards d'euros par an, sur une décennie, on réglera la question de l'électricité en Afrique."*

Aujourd'hui, a rappelé Macky Sall, *"l'Afrique est le seul continent, comme aime bien le définir Jean-Louis Borloo, où vous avez, en dehors de points scintillants sur la côte, un continent absolument opaque, malgré ses ressources énergétiques, et ça, ça ne peut pas durer"*.

En tant que président de la CEDEAO, il a assuré que l'Afrique était unie et parlait d'une seule voix dans cette COP21. *"Nous pensons qu'il faut harmoniser les interventions sur l'énergie. Cela nous permettra la réussite de cette transition énergétique avec les transferts de technologie, avec l'apport financier, nous pourrons, dans un espace de temps de cinq ans, réduire totalement le gap de l'électricité en Afrique"*.

MERCREDI 9 DECEMBRE :

## Jean-Louis Borloo mobilise des stars pour l'Afrique

[GALA](#)

**Isabelle Adjani, Nathalie Baye, Camille Lacourt... tous unis pour électrifier ce continent**

**L'ancien ministre Jean-Louis Borloo a réuni un comité de personnalités très éclectique pour soutenir son initiative *Energie pour l'Afrique*.**

Prouesse. Jean-Louis Borloo a réussi à mobiliser la droite comme la gauche, ainsi que des dizaines d'artistes venus de tous horizons autour du problème de l'électrification en Afrique. **D'Isabelle Adjani à Dominique Besnehard en passant par Nathalie Baye, Camille Lacourt, Didier Drogba, ou Claire Chazal, mais aussi Anne Hidalgo, Alain Juppé ou le patron des patrons, Pierre Gattaz, ils ont tous accepté de prendre fait et cause pour ce combat.** Leurs selfies, postés ces derniers jours en faveur d'*énergies pour l'Afrique*, ont pour objectif d'envahir la Toile afin de faire prendre conscience au plus grand nombre que, **chaque année, dix millions d'Africains supplémentaires n'ont pas accès à l'énergie.** Jean-Louis Borloo, épaulé par cet éclectique comité de soutien, martèle son message. **« Pour que les enfants puissent faire leurs devoirs le soir, pour que les femmes cessent d'accoucher dans le noir, pour que les médicaments puissent être conservés dans des frigos, pour que la jeunesse d'Afrique envisage un futur prospère sur son propre continent, il faut que l'accès à l'électricité se généralise »**, plaide cet avocat de formation. Il préconise aussi la création d'une agence pour l'électrification de l'Afrique qui centraliserait l'ensemble des initiatives et des investissements internationaux. **L'ancien ministre Borloo s'était mis en retrait de la vie politique pour des raisons de santé, il y a deux ans. Aujourd'hui en pleine forme, il revient sur le devant de la scène avec ce projet qui lui tient à cœur depuis de nombreuses années.** Pas question toutefois pour lui de replonger dans le maelstrom de la politique intérieure française. L'homme préfère tourner son regard vers ce continent africain qu'il s'est donné pour mission... de mettre en lumière.

[www.energiespourlafrique.org/](http://www.energiespourlafrique.org/)

LUNDI 29 FEVRIER 2016 :

## Jean-Louis Borloo : « L’Afrique doit faire confiance à l’Afrique »

[L’OBSERVATEUR \(MAROC\)](#)

Attendu comme l’une des « vedettes » de la 4e édition du Forum Afrique Développement organisé les 25 et 26 février 2016 à Casablanca, Jean-Louis Borloo n’a pas déçu. Fidèle à son image d’homme de communication, il a mêlé explications détaillées et boutades en présentant le grand projet qu’il porte pour l’électrification de l’Afrique. Il ne faut surtout pas qualifier cet immense chantier de « Projet de Borloo », sinon le Président de la Fondation Energies pour l’Afrique et ancien ministre français de l’Ecologie se fâche. Pourquoi ?

Explications à travers cette vidéo où Borloo revient sur la philosophie de ce méga projet et parle aussi de ce qui se fait au Maroc, du Roi Mohammed VI...

**LUNDI 18 AVRIL 2016 :**

**« Equiper les femmes africaines d'un besoin vital comme l'électricité est primordial »**

[AMINA](#)



**« La cohérence est économe! » répondit d'un naturel très affiché et de la plus grande décontraction, l'ancien ministre du travail et de l'écologie Jean-Louis Borloo, au sujet de l'adoption à l'unanimité des 54 pays africains pour la création d'un instrument dédié à l'accélération de l'électrification du continent par le biais d'Énergies pour l'Afrique.**

Le rapport d'activité d'Énergies pour l'Afrique créé le 3 mars 2015, rappelle que la terre-mère compte 1,2 milliard d'habitants qui doivent se nourrir, se loger. A cette date, un quart des actifs de la planète sera africain, car sa population en est la plus jeune mondiale.

Amener de la lumière du nord au sud et de l'est vers l'ouest, ne semble pas être un défi insurmontable, selon les grands décideurs mondiaux, toujours selon le rapport d'activité d'EPA, qui énonce avec certitude que l'Afrique ne connaîtrait aucune difficulté technologique pour parvenir à ce progrès bondissant. Le sondage opinion way consolide donc ce constat global, car 80% des personnes interrogées pensent que les conséquences de l'électrification de l'Afrique, lui permettrait de combler son retard économique.

« Je n'ai pas d'intérêt financier ou politique ! Une idée juste finit toujours par s'imposer dans le temps. Je n'ai pas été le précurseur. Dans la société, il y a plus de malentendus que de désaccords ! Mon rapport avec l'Afrique est affectueux, j'aime ce continent, et équiper des femmes africaines d'un besoin vital comme l'électricité est primordial ! Je suis pour l'indépendance totale des Africains ! Dès que l'agence pour l'énergie en Afrique sera créée et pilotée par les Africains eux-mêmes, ma fondation n'existera plus ! Je souhaitais rassembler tous les États africains autour de ce plan de paix, c'est le point commun qui permet le droit à l'Homme ! Faire du partenariat avec complaisance ne mène à rien ! L'énergie est vitale pour toutes les circonstances de la vie. L'économie de comptoir ne crée pas de valeur ajoutée! »

De l'aurore dans la pénombre, un pari audacieux qui se concrétise avec pérennité sous le regard de l'humanité.

L'Afrique unie, pour briller, telle une promesse qui sera palpable pour les milliards d'afro naissants qui attendaient avec ferveur cette avancée.

L'Afro-Optimisme est réellement en marche, nul ne peut le nier.

MARDI 19 AVRIL 2016 :

## Jean-Louis Borloo : « J'ai la conviction que l'Afrique est le continent du XXI<sup>e</sup> siècle »

### AUDIENCE MAGAZINE

Hier, il quittait la vie politique. Aujourd'hui, toute son énergie se porte vers l'Afrique. Jean-Louis Borloo enchaîne les longs courriers pour réaliser un gigantesque chantier : électrifier l'ensemble du continent africain et lui permettre de rayonner comme jamais. Avec sympathie et modestie, l'ancien ministre et maire de Valenciennes nous raconte ce projet et s'arrête sur quelques instants marquants de son parcours. Entretien exclusif avec un homme engagé et passionné...



**Jean-Louis Borloo, vous vous êtes retiré de la vie politique en 2014 et vous êtes engagé dans de nouveaux défis. Quels sont-ils aujourd'hui ?**

Depuis mon retrait de la vie politique, je me consacre et me dépense sans compter au Plan Énergies et Lumières pour Tous, particulièrement pour le continent Africain, à travers la fondation Énergies pour l'Afrique. L'énergie et la lumière pour tous, ce doit être notre objectif commun car c'est une cause noble et indispensable pour l'avenir de l'humanité. Ce sujet est maintenant posé dans le débat public international et même si nous n'avons pas la prétention, loin s'en faut, d'être ni les seuls ni les premiers, nous croyons à l'utilité de notre action et à la crédibilité de notre engagement, tant dans le fond que dans la forme. Ce plan massif répond aux conséquences du dérèglement climatique dramatique pour l'Afrique et les autres pays vulnérables. C'est un enjeu de développement durable car l'Afrique a le plus grand potentiel d'énergies renouvelables du monde. Il s'agit également d'un enjeu de lutte contre la pauvreté et la précarité, et de réduction de la déstabilisation du continent africain avec toutes les conséquences pour le reste du monde. Enfin, c'est un enjeu de croissance mondiale car l'énergie permettra à l'Afrique une croissance soutenue qui bénéficiera au reste du monde : le dividende démographique.

### **Quelles sont les convictions qui vous ont amené à faire de votre engagement pour l'Afrique une priorité ?**

Le constat est maintenant totalement partagé : l'Afrique, avec déjà 1,2 milliards d'habitants, devra nourrir, former, loger, guérir et employer un milliard de nouveaux habitants d'ici trente ans. À cette date, un quart des actifs de la planète seront africains, population la plus jeune du monde, un atout pour le continent mais aussi un défi redoutable. De 1950 à 2050, la population d'Afrique subsaharienne aura été multipliée par dix, passant de 180 millions à deux milliards d'habitants. Dans l'histoire de l'humanité, aucune région du monde n'a jamais eu à connaître une croissance démographique d'une telle magnitude. Les deux tiers de la population du continent, soit 650 millions d'Africains, n'ont pas d'accès à l'énergie et à la lumière alors que l'énergie permet l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'agriculture, à l'emploi de service et à l'emploi industriel, à la sécurité et à l'équilibre du territoire. Malgré des efforts de tous, notamment des dirigeants africains, dix millions d'Africains de plus par an n'ont pas d'accès à l'énergie. Cette situation n'est tenable, ni pour l'Afrique, ni pour l'Europe, ni pour le reste du monde. Nous sommes à la croisée des chemins : un continent totalement électrifié sera un pôle de stabilité et de croissance majeur, à l'inverse la déstabilisation risque d'être extrêmement grave dans un continent où 700 millions de portables sont aujourd'hui utilisés et où l'information circule totalement. J'ai la conviction que l'Afrique est le continent du XXI<sup>e</sup> siècle et qu'il peut devenir, grâce à son formidable potentiel en énergies renouvelables, le premier continent soutenable de l'Humanité. De nombreux voyages, de nombreux survols de ce continent plongé dans l'obscurité à la nuit tombée, de nombreuses rencontres, marquantes, émouvantes de sincérité, m'ont fait prendre conscience de l'incroyable défi que représente l'accès à l'énergie dont 650 millions d'africains sont dépourvus.

### **Vous l'avez dit, chaque année, ce sont dix millions d'Africains de plus qui n'ont pas accès à l'électricité. Comment expliquer un tel fossé entre nos pays, surabondés de lumière, et le Continent noir ?**

Je le répète, ce sont non seulement dix millions d'Africains de plus par an qui n'ont pas accès à l'électricité, mais c'est surtout, aujourd'hui, 650 millions d'Africains qui n'ont pas accès à cette électricité. L'Afrique est notre continent frère et se trouve à seulement 14 kilomètres de l'Europe. Elle a une richesse qui est sa jeunesse, mais la dégradation de sa situation énergétique du fait de son expansion démographique se traduit par un véritable gâchis humain. S'y ajoute également le manque de financement, notamment de subvention, que les ressources publiques des États Africains ne permettent pas, tout comme le manque d'investisseurs dû au problème de soutenabilité financière et de rentabilité des projets.

« EN UN AN, J'AI PARCOURU  
PLUS DE **700 000** KILOMÈTRES ENTRE  
LA FRANCE ET L'AFRIQUE »

### **Comment parvenir à votre objectif, d'ici 2025, d'apporter l'énergie et la lumière à ces millions de personnes ?**

Après une longue réflexion et beaucoup de travail à la demande des dirigeants africains, nous avons été amenés à faire une analyse des raisons objectives puis des propositions de solutions. Pour ce faire, nous avons rencontré

la plupart des acteurs énergétiques du continent africain, bien entendu les ministres de l'Énergie, quasiment tous les chefs d'État en exercice chez eux dans leurs capitales, les financeurs publics bilatéraux ou multilatéraux, les agences de développement internationales, les opérateurs privés, les financeurs internationaux, toute la communauté concernée, y compris les partenaires indispensables : Commission européenne et Parlement européen, administration Obama et Congrès américain, et membres de gouvernement européens. Le diagnostic est clair et a fait l'objet d'une note, Initiative Energies pour l'Afrique : « La lumière et l'électricité pour tous, un droit universel ». Le rapport de synthèse est simple : un plan massif d'électrification sur l'intégralité du continent africain, en zones urbaines comme en zones rurales est absolument vital. Il n'y a aucune difficulté technologique particulière pour y parvenir. Les raisons des difficultés sont connues et amènent à proposer une agence panafricaine, un outil dédié, disposant d'une équipe de haut niveau d'ingénierie publique au service des États africains et des projets en Afrique pour un plan massif d'énergies renouvelables doté d'une part de subventions permettant de rendre soutenable l'ensemble des projets. En effet des projets de toutes natures, de toutes les énergies sont prêts, les liquidités mondiales sont importantes, il manque la part d'ingénierie publique et surtout la part de subventions internationales que l'on peut estimer de l'ordre de cinq milliards de dollars par an pendant dix ans, permettant de mobiliser les vingt milliards de dollars par an de liquidités publiques et privées disponibles.

**Quels sont, aujourd'hui, vos plus fervents soutiens ? Comment des personnes ou des entreprises peuvent-elles s'inscrire dans ce projet et sous quelle forme concrète ?**

Tout d'abord, les chefs d'État et de Gouvernement africains. Vous savez en un an, j'ai parcouru plus de 700 000 kilomètres entre la France et l'Afrique. Cela m'a permis d'établir des relations privilégiées avec les chefs d'État et de Gouvernement africains, clés de la réussite du Plan Energies et Lumière pour Tous. Nous avons eu le privilège de bénéficier du soutien de la présidence de la République française et des institutions de la République, à de nombreuses reprises. François Hollande a fait l'honneur d'introduire le projet lors de la conférence de presse de lancement de la COP21, et de recevoir à cette occasion, en ma compagnie, des chefs d'État et de Gouvernement africains lors d'un déjeuner à l'Élysée. Conscient de la nécessité d'électrifier le continent, la France a permis, sur les recommandations d'Energies pour l'Afrique, l'ajout au texte de la COP21 du paragraphe sur l'énergie « *considérant la nécessité de promouvoir l'accès universel à l'énergie durable dans les pays en développement, en particulier en Afrique, en renforçant le déploiement d'énergies renouvelables* ».

Il y a également, l'Union Européenne que nous avons rencontrée à plusieurs reprises. De même, de nombreux acteurs économiques sont membres de la fondation et la soutiennent. Pour s'inscrire dans ce projet, chacun peut aller sur notre site web : [www.energiespourlafrique.org](http://www.energiespourlafrique.org).

**D'un regard extérieur, l'on a souvent l'impression que le changement ne pourra guère venir des sommets des états mais plutôt de la société civile elle-même. Comment l'expliquez-vous ?**

Toute politique de changement ne peut être conduite sans un travail d'analyse de diagnostic en profondeur, sans se contenter de phrases, de dénonciations de type « c'est la faute de » ou de slogans. Il faut aller chercher en profondeur les raisons du blocage ou de la faible performance. Souvent, une situation donnée est le fruit de décisions antérieures qui étaient pertinentes à l'époque où elles avaient été prises... Mais tout change, tout

bouge et il faut s'adapter en permanence. À partir d'un diagnostic sérieux avec toutes les parties prenantes, un objectif peut être défini et une organisation humaine adaptée avec les moyens appropriés. En réalité il y a beaucoup de malentendus par défaut d'analyse en profondeur. Le changement est donc collectif même si à un moment ou à un autre il faut bien que quelqu'un assume la responsabilité et incarne l'objectif. C'est le rôle du politique.

**« C'EST L'ABSENCE DU PROJET CLAIREMENT IDENTIFIÉ ET DE VISION QUI FAIT QUE CERTAINS SONT DÉMOTIVÉS »**

**Quels sont les meilleurs souvenirs de votre parcours politique ?**

Pour tout vous dire, ne me reviennent que de bons souvenirs. Dans la conduite de l'action publique, que ce soit à l'époque où j'étais Maire de Valenciennes, l'arrivée de Toyota, la construction du nouveau théâtre, de la bibliothèque, la rénovation urbaine, et plus globalement, la baisse du chômage. C'est également le plan de rénovation urbaine des banlieues françaises, le quasi doublement de la production de logements, la baisse du chômage, les services à la personne, le Grenelle de l'environnement... Bref, contrairement à une idée reçue, l'action publique peut être efficace à condition de fédérer tous les acteurs.

**Avez-vous un souvenir émouvant ?**

Plein de souvenirs émouvants... Oui, le regard de ces femmes dans des quartiers très difficiles dont on avait, à la fois détruit les barres qui encerclaient le quartier, réhabilité l'ensemble des logements et le sentiment que les mamans avaient repris le sourire et confiance en elles mais aussi le jour où, à 37 ans, les Valenciennois m'ont confié la mairie alors que je n'avais ni formation politique, ni parti politique, que je n'étais pas né à Valenciennes, que j'étais Parisien. Cet acte de confiance vous met une pression émouvante pour dix ans.

**À l'inverse, avez-vous un vrai regret ou quelque chose que vous auriez aimé entreprendre ou dire si c'était à refaire ?**

Quand vous êtes totalement engagé au service des autres, vous considérez toujours que toutes les actions que vous menez ne sont ni assez rapides, ni assez profondes, ni assez fortes. Cette envie de changer les choses n'est jamais parfaitement satisfaite...

**« JE SUIS CONVAINCU QUE L'AVENIR DE L'EUROPE PASSE PAR L'AFRIQUE »**

**Quelles sont, selon vous, les qualités indispensables à détenir pour être acteur politique et les défauts incompatibles avec la fonction ?**

La qualité principale est d'être heureux de servir les autres et ne jamais se contenter de réponses trop faciles pour expliquer des situations qui ne fonctionnent pas bien. C'est aussi accepter que l'action publique a des effets

suffisamment lents pour ne pas en attendre de gratitude immédiate mais le faire, car c'est ce qui donne un sens à votre vie.

**En 2002, vous écriviez Un homme en colère en mettant en cause le système et non les hommes. Qu'en est-il depuis ? Etes-vous toujours « colère » ?**

Je continue à considérer que ce sont les systèmes qui ne sont plus adaptés, qu'il faut en chercher les raisons et les surmonter plutôt qu'un débat de mise en cause des hommes. Oui, je suis toujours en colère quand je vois notre incapacité à régler tant de situations inacceptables, notre génie à les dénoncer et le peu d'énergie discrète et en profondeur mis pour y parvenir.

**Vous qui avez toujours travaillé en équipe : quels sont, pour vous, les qualités du collaborateur idéal ?**

Tout homme, toute femme a envie d'être un collaborateur ou une collaboratrice idéale. C'est l'absence du projet clairement identifié et de vision qui fait que certains sont démotivés, voire pas dans l'action collective.

**Que diriez-vous, en guise de conclusion, à tous ceux qui attendent de vos nouvelles et souhaitent savoir si d'autres objectifs vous taraudent ?**

Je suis étonné du nombre de personnes dans la rue qui me demandent de mes nouvelles, des nouvelles de ma santé et qui m'adressent des messages très franchement affectueux ou en tous les cas chaleureux. Je suis un séquentiel. Je suis convaincu que l'avenir de l'Europe passe par l'Afrique, mais une Afrique qui a les moyens de son développement, c'est-à-dire disposant de l'énergie et qu'à défaut l'Afrique pourrait sombrer dans le drame, et l'Europe avec elle... Une Afrique éclairée, c'est une Europe heureuse.

# Les institutions et entreprises partenaires

## LES INSTITUTIONS :

ASSEMBLEE NATIONALE

SENAT

Ministère de l'Economie

Ministère des Affaires étrangères

CDC (Caisses des Dépôts)

CDC INTERNATIONAL

AFD (Agence Française de Développement)

## LES ENTREPRISES :

PARIS AEROPORT ( ex ADP)

AKUO ENERGY

ALSTOM HYDRO France

BATIPART

BOUYGUES

CARREFOUR

COFELY INEO - GDF SUEZ

DALKIA

DASSAULT

EDF

EIFFAGE

EGIS

ENGIE

ERDF

EREN

GEOCOTON

HUAWEI

JCDECAUX

NECOTRANS

NEXANS

ORANGE

OSCARO

SCHNEIER ELECTRIC

SNCF

TOTAL

VINCI

VIVENDI

VEOLIA

# Les personnalités qui soutiennent Energies pour l'Afrique

- **Isabelle Adjani** (France)
- **Antoine** (France)
- **Benoist Apparu** (France)
- **Yann Arthus-Bertrand** (France)
- **Hubert Auriol** (France)
- **Didier Awadi** (Sénégal)
- **Caroline Barclay** (France)
- **Claude Bartolone** (France)
- **Nathalie Baye** (France)
- **Yamina Benguigui** (France)
- **Xavier Bertrand** (France)
- **Stephane Bern** (France)
- **Dominique Besnehard** (France)
- **Enki Bilal** (France)
- **Jean-Marie Bockel** (France)
- **Dalil Boubakeur** (France)
- **Allain Bougrain Dubourg** (France)
- **Michel Boujenah** (France)
- **Eric Brunet** (France)
- **Thierry Cabriol** (France)
- **Philippe Caroit** (France)
- **Catherine Chabaud** (France)
- **Emmanuel Chain** (France)
- **Denis Charvet** (France)
- **Claire Chazal** (France)
- **Cyrielle Clair** (France)
- **Alpha Condé** (Guinée)
- **Hélène Connor** (France)
- **Christian Courtin-Clarins** (France)
- **Sophie Davant** (France)
- **Edouard De Broglie** (France)
- **Idriss Déby Itno** (Tchad)
- **Jean-Paul Delevoye** (France)
- **Ibrahim Diane** (Etats-Unis)
- **Géraldine Danon** (France)
- **Cendrine Dominguez** (France)
- **Clotilde Drogba** (Côte d'Ivoire)
- **Didier Drogba** (Côte d'Ivoire)
- **Jean-Philippe Doux** (France)
- **Olivier Dulac** (France)
- **Robert Durdilly** (France)
- **Mercedes Erra** (France)
- **Christian Estrosi** (France)
- **Jean-Louis Etienne** (France)
- **Valerie Expert** (France)
- **Jean-Pierre Favennec** (France)
- **Laurence Ferrari** (France)
- **Xavier Fine** (France)
- **Marc-Olivier Fogiel** (France)
- **Maud Fontenoy** (France)
- **Marielle Fournier** (France)
- **France Gall** (France)
- **Pierre Gattaz** (France)
- **Michèle Grégoire** (France)
- **Alex Goude** (France)
- **Hervé Gouyet** (France)
- **Sylvie Goy-Chavent** (France)
- **Anne Hidalgo** (France)
- **François Hollande** (France)
- **Framboise Holtz** (France)
- **Gérard Holtz** (France)
- **Yves Jégo** (France)
- **Marc Jolivet** (France)
- **Chantal Jouanno** (France)
- **Alain Juppé** (France)
- **Ibrahim Boubacar Keita** (France)
- **Gaston Kelman** (Cameroun)
- **Olivier de Kersauson** (France)
- **Cheick Kongo** (France)
- **Bernard Kouchner** (France)
- **Camille Lacourt** (France)
- **Thierry Lajoie** (France)
- **Brice Lalonde** (France)
- **Gérard Larcher** (France)
- **Jean-Christophe Lagarde** (France)
- **Michele Laroque** (France)
- **Vincent Ledoux** (France)
- **Bruno Le Roux** (France)
- **Maurice Leroy** (France)
- **Alain Lobognon** (Côte d'Ivoire)
- **Jean-Hervé Lorenzi** (France)
- **Jeanny Lorgeoux** (France)
- **Yves Maigne** (France)
- **Nelson Monfort** (France)
- **Bernard Montiel** (France)
- **Georges Morizot** (France)
- **Pâris Mouratoglou** (France)
- **Fatou N'Diaye** (France)
- **Elie Nkamgeu** (Cameroun)
- **Roger Nkodo Dang** (Cameroun)
- **Erik Orsena** (France)
- **Bertrand Pancher** (France)
- **Loick Peyron** (France)
- **Bertrand Piccard** (France)
- **Jean-Vincent Placé** (France)
- **Patrick Poivre d'Arvor** (France)

- **Barbara Pompili** (France)
- **Stéphane Pouffary** (France)
- **Phillippe Poupon** (France)
- **Patrick Pouyanné** (France)
- **Thierry Rey** (France)
- **Stéphane Richard** (France)
- **René Ricol** (France)
- **Xavier Romatet** (France)
- **Daniel Rondeau** (France)
- **Macky Sall** (Sénégal)
- **Denis Sassou-Nguesso** (Congo)
- **Olivier Schultheis** (France)
- **Claude Serillon** (France)
- **Smain** (France)
- **Nathalie Simon** (France)
- **Guillaume Soro** (Côte d'Ivoire)
- **Fifi Tamsir Niane** (Guinée)
- **Laura Tenoudji** (France)
- **A'salfo Traore** (Côte d'Ivoire)
- **Boubacar Traoré** (Guinée)
- **Jean Pascal Tricoire** (France)
- **Gilles Vermot-Desroches** (France)
- **Philippe Vigier** (France)
- **Veronika Wand-Danielsson** (Suède)
- **Lionel Zinsou** (Bénin)

# Plan Lumière et Electricité Pour Tous



## CONTACT :

**ENERGIES POUR L'AFRIQUE**

31, rue de Penthièvre

75008 PARIS

[www.energiespourlafrique.org](http://www.energiespourlafrique.org)



Energies pour l'Afrique



@EnergiesAfrique